

RÉUNION DES PAYS DU VOISINAGE LIBYEN

LES PARTICIPANTS DÉFINISSENT LES PRIORITÉS

Page 5

BILAN COVID-19 EN ALGÉRIE

**29 DÉCÈS ET 506
NOUVEAUX CAS
EN 24 HEURES**

Page 16

ISSN : 1112-7449

MIDI



L'info, rien que l'info

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

Libre

N° 4331 | Mercredi 1^{er} septembre 2021 - Prix : 10 DA • www.lemidi-dz.com

AIR ALGÉRIE

**UNE FOLLE
AUGMENTATION
DES PRIX DES
BILLETS**

Page 16

CONSEIL DES MINISTRES

LES NOUVELLES INSTRUCTIONS DU PRÉSIDENT

Page 3



PÉNALISATION DE L'ACTE DE GESTION

**TEBBOUNE
EXIGE L'AVAIL
DE L'INTÉRIEUR**

Page 3



ÉLECTIONS LOCALES

**QUELLE POSITION
POUR L'OPPOSITION ?**

Page 4



1

décès déploré
à Mostaganem dans
la collision entre
deux jet-ski.

43

décès et 1.612
blessés en une
semaine dans des
accidents de la route.

980

Mds US
de transactions
commerciales
électroniques en Chine.

Tindouf accueille l'exposition internationale El Mougggar 2021

Plus d'une centaine d'opérateurs économiques nationaux et étrangers sont attendus à la dixième (10^e) édition de l'exposition internationale "El-Mougggar 2021" qui se tient du 30 août au 2 septembre à Tindouf. C'est ce qu'a appris l'APS auprès des responsables de la chambre de commerce et d'industrie (CCI) Tafagoumt de Tindouf. Outre la participation algérienne, sont également attendus plusieurs opérateurs venus de pays africains, à l'instar de la Mauritanie, du Niger, du Mali ou encore des commerçants de la République arabe sahraouie démocratique (RASD), a déclaré à l'APS le directeur de la chambre Tafagoumt de Tindouf, Nouh Abiri. Cette exposition internationale qui sera organisée sous le thème "L'Algérie, un point d'accès aux marchés africains" représente une opportunité pour développer les relations et les échanges commerciaux, et d'offrir une plateforme logistique au niveau de cette wilaya frontalière, à travers notamment le poste frontalier terrestre entre l'Algérie et la Mauritanie, Chahid-Mustapha-Benboulaïd", a expliqué le même responsable.



Sortie récréative au profit d'enfants de Tizi-Ouzou



Le ministère du Tourisme et de l'Artisanat a organisé, dimanche, à l'hôtel Mazafran de Zéralda, une excursion au profit des enfants touchés par les incendies de forêt dans la wilaya de Tizi-Ouzou, dans le but d'alléger leur pression psychologique et de les préparer à la rentrée scolaire. Le ministre du Tourisme et de l'Artisanat a déclaré que cette initiative s'inscrit dans le cadre de "l'engagement dans la démarche des pouvoirs publics de solidarité avec les victimes des feux de forêt, notamment dans la wilaya de Tizi-Ouzou". Ainsi, et en coordination avec le président de l'assemblée populaire communale d'Alger-Centre, 110 enfants traumatisés par ces incendies issus de plusieurs communes de Tizi-Ouzou ont bénéficié d'une journée à l'hôtel Mazafran où leur ont été proposées diverses activités et ateliers dans le but d'alléger leur pression psychologique et remonter leur moral afin de les préparer à la prochaine rentrée scolaire". Le ministre a en outre profité de cette sortie récréative pour offrir des cartables aux enfants.

Une centaine de volontaires du COJM Oran-2022 en formation

Cent-dix (110) volontaires de différentes commissions relevant du Comité d'organisation des Jeux méditerranéens (COJM) Oran-2022 prennent part à une session de formation spécifique d'une durée de quarante-cinq (45) jours, a appris l'APS auprès du COJM. Cette session de formation est organisée en vue de l'assemblée générale du Comité International des Jeux méditerranéens (CIJM), qui se tiendra les 12 et 13 octobre prochain à Oran. S'agissant des objectifs de cette formation, les organisateurs du rendez-vous sportif régional que l'Algérie va abriter pour la deuxième fois de son histoire, ont fait savoir qu'elle vise "à approfondir la terminologie informationnelle et sportive des volontaires, et leur inculquer les valeurs olympiques à travers l'intervention des experts et des représentants de chacune des 12 commissions du COJM Oran-2022". Soumis à un protocole sanitaire strict, ce stage s'ajoute à plusieurs autres organisés par la commission de formation et de volontariat auprès du COJM au profit de ses milliers de volontaires.

D
I
X
I
T

Mourad Preure, expert en questions énergétiques

"Même si nous avons une très grande flexibilité à exporter notre gaz hors méditerranée, il faut tirer les leçons du conflit russo-ukrainien."

Contrôlé à 164 km/h, le quinquagénaire n'a jamais passé son... permis

Les gendarmes de l'Escadron départemental de sécurité routière du Lot ont contrôlé un automobiliste qui roulait à 164 km/h sur l'autoroute. Un excès de vitesse sur un axe limité à 130 km/h, rien de plus banal... Le conducteur, un responsable de société âgé de 57 ans, n'a pas pu leur présenter son permis de conduire et pour cause le quinquagénaire n'a jamais possédé de permis, puisqu'il ne l'a jamais passé !

Il tire une locomotive et un wagon de... 180 tonnes

Le Kazakh Sergueï Tsyroulnikov a entraîné sur les rails une locomotive et un wagon d'un poids total de 180 tonnes. L'homme a pulvérisé les records précédents dans ce domaine. Sergueï Tsyroulnikov est quadruple champion du monde de sport de force et suit la route des célèbres hommes de force kazakhs Kajymoukan Mounaitpassov et Balouane Cholak.

CONSEIL DES MINISTRES

Les nouvelles instructions du Président

Le président de la République, chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, Abdelmadjid Tebboune, a présidé, lundi, une réunion extraordinaire du Conseil des ministres consacrée à l'examen et à l'approbation du plan d'action du Gouvernement, avant sa présentation au Parlement, lors de sa prochaine session, outre l'examen de projets de loi relatifs à l'information, à l'audiovisuel et aux collectivités locales, indique un communiqué de la présidence de la République dont voici la traduction APS :

Le président de la République, chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, Abdelmadjid Tebboune a présidé, ce lundi 30 août 2021, une réunion extraordinaire du Conseil des ministres consacrée à l'examen et à l'approbation du plan d'action du Gouvernement avant sa présentation au Parlement, lors de sa prochaine session, outre le parachèvement de la présentation et du débat des projets de loi relatifs à l'information, à l'audiovisuel et aux collectivités locales".

Les travaux ont débuté par un exposé du Premier ministre sur le plan d'action du Gouvernement visant la mise en œuvre du programme du président de la République au titre de ses 54 engagements, lequel repose sur 5 axes suivant une approche participative:

Consolidation de l'État de Droit et de la gouvernance renouvelée

- Modernisation de la justice et renforcement de son indépendance et des principes qu'elle garantit conformément aux dispositions de la Constitution.
- Instauration de la Gouvernance renouvelée pour une meilleure performance et davantage de transparence et parachèvement du processus de moralisation de la vie publique et de lutte contre la corruption.
- Réforme de l'organisation de l'Administration publique et révision des modalités de sa gestion dans le cadre de la transition numérique.
- Consécration, renforcement et protection des fondements de l'identité nationale et de la Mémoire.

Pour une relance économique :

- Modernisation du système bancaire et financier, réforme du secteur public marchand et consolidation de la gouvernance des entreprises publiques.
- Amélioration de l'attractivité du climat d'investissement et garantie de la stabilité juridique et institutionnelle.
- Réforme du Guichet unique en élargissant ses prérogatives pour lui permettre de jouer un véritable rôle en offrant des services aux investisseurs.
- Renforcement de l'intégration du secteur parallèle dans les canaux officiels.
- Développement du foncier économique et amélioration de son exploitation.
- Encouragement de l'initiative par la dépenalisation de l'acte de gestion.



- Modernisation du secteur agricole, de la pêche et développement des zones rurales.
- Promotion de l'industrie pharmaceutique, soutien au développement industriel du secteur et renforcement de la production locale de médicaments.
- Réunion des conditions d'une véritable relance de l'industrie cinématographique.
- Approvisionnement des citoyens en eau à travers l'ensemble du territoire national, poursuite de l'interconnexion des barrages, exploitation des eaux souterraines dormantes, maintenances des réseaux, renforcement des mesures d'économie de ressources en eau et lutte contre leur gaspillage.

Pour un développement humain et une politique sociale soutenue :

- Développement du système de santé, amélioration de la qualité de l'enseignement et garantie de la qualité de l'enseignement supérieur et de la formation professionnelle et leur adaptation aux exigences du marché de l'emploi.
- Augmentation et soutien du pouvoir d'achat, amélioration de la prise en charge des catégories les plus vulnérables et protection des personnes aux besoins spécifiques.

- Poursuite de la politique nationale de l'habitat par la mobilisation des ressources financières et préservation et garantie de la pérennité des régimes de sécurité sociale et des retraites.
- Création de pôles d'excellence et d'incubateurs au sein des universités pour encourager la recherche scientifique.
- Préservation du patrimoine culturel et activation de son rôle.

Pour une politique étrangère dynamique et proactive :

- Actualisation des objectifs et missions de la diplomatie algérienne à la lumière des valeurs et des principes inébranlables de la politique étrangère.
- Poursuite de la défense de la souveraineté des États et de l'appui aux causes justes et légitimes.
- Mise en place de la diplomatie économique au service du Plan de relance économique 2020/2024.

Renforcement de la sécurité et de la défense nationales :

- Poursuite de la modernisation de

l'Armée nationale populaire (ANP) et du développement de ses capacités.

- Renforcement des efforts garantissant la sécurité des frontières nationales et lutte contre les résidus du terrorisme et le crime organisé transfrontalier.
 - Contribution de l'ANP au développement économique.
 - Renforcement des moyens et capacités de la cyber-défense pour sécuriser les systèmes informatiques de l'ensemble des institutions et organes étatiques.
- Dans son intervention au terme de l'exposé, le président de la République a mis en avant l'importance de ce plan dans la concrétisation de ses engagements devant le peuple algérien. Il a, dans ce sens, donné les instructions suivantes:

- Maîtriser l'inflation et hausser le plafond des objectifs de développement 2021-2022.
- Introduire l'allocation chômage et la valoriser dans le plan d'action du Gouvernement.
- Augmenter les capacités nationales de stockage des eaux de 10 milliards m3 à 12 milliards m3.
- Accorder un intérêt particulier aux écoles nationales des mathématiques et de l'intelligence artificielle et renforcer leur rôle dans la formation de l'élite hautement qualifiée sur les plans, national et international.
- Officialiser la création par le Privé d'écoles sportives, toutes disciplines confondues et impliquer les membres de la communauté nationale à ce projet.

"Le Conseil a approuvé par la suite un projet d'ordonnance modifiant certaines dispositions de la loi relative à la commune pour les adapter au nouveau régime électoral, notamment en ce qui a trait au volet relatif au président de l'Assemblée populaire communale (APC) et ses vice-présidents.

Après présentation du projet de loi organique relatif à l'information et à l'audiovisuel, le président de la République a ordonné l'implication des deux chambres du Parlement pour enrichir le débat autour de ces deux textes fondamentaux liés directement à un projet conciliant décision démocratique et préservation de la sécurité nationale du pays".

DÉPENALISATION DE L'ACTE DE GESTION

Tebboune exige l'aval de l'Intérieur

PAR LAKHDARI BRAHIM

Les autorités chargées d'enquêter auprès des responsables locaux concernent d'éventuelles erreurs de gestion ou mauvaises appréciations, sont désormais tenues d'avoir au préalable l'aval du département de l'Intérieur afin d'entamer l'instruction.

Il s'agit d'une instruction signée par le président de la République Abdelmadjid Tebboune, distribuée sur les secteurs de la Police nationale, de la sécurité intérieure, de la gendarmerie ainsi que la justice. En d'autres termes, il s'agit de la dépenalisation de l'acte de gestion en vue, dit-on, de favoriser le climat général des affaires et l'investissement en Algérie. Selon l'instruction présidentielle, les cadres locaux se montrant de plus en plus réticents à signer les autorisations nécessaires de peur de poursuites judiciaires. Après l'avoir annoncé il y a une année,

soit le 19 août de l'année dernière, Tebboune vient de passer à l'action. Dans son instruction, il a souligné que "plusieurs projets restent actuellement suspendus, ce qui empêche leurs exploitations, malgré qu'ils sont achevés".

L'aval du ministère de l'Intérieur

Cela revient, selon la même source, à plusieurs facteurs "liés essentiellement aux procédures de conformité et aux autorisations d'exploitation prévues par la réglementation". Une situation due aux retards accumulés dans le traitement des dossiers à cause de la réticence des responsables locaux de peur de poursuites judiciaires. Si cette situation a eu une grande influence sur la relance de l'économie nationale et la création d'emplois pour les jeunes, la nouvelle mesure intervient dans le but d'alléger la pression sur les responsables locaux qui font objet de poursuites durant

ces dernières années, indique-t-on encore. Ainsi, "le ministre de la Justice, les services de la police, de la sécurité intérieure et de la gendarmerie, sont instruits de ne pas diligenter d'enquêtes ou engager des poursuites judiciaires à l'encontre de responsables locaux sans l'avis du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire".

Et ce, "dans l'attente de l'adoption du dispositif législatif y afférents à notre réalité économique, notamment la décriminalisation de l'acte de gestion", lit-on encore dans le document.

Par ailleurs, la note ajoute que "si le responsable signataire de l'autorisation, des membres de sa famille ou ses amis, ne tirent aucun profit de l'acte de gestion objet de criminalisation, cet acte ne doit être traité que dans le cadre de la faute administrative et ne peut être puni qu'en tant que tel".

L. B.

ÉLECTIONS LOCALES

Quelle position pour l'opposition ?

Normalement les élections locales se tiendront le 27 novembre prochain. Mais cela reste tributaire, bien sûr, de la situation sanitaire.

PAR KAMEL HAMED

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a indiqué, il y a quelque temps, que le déroulement de cette élection dépend de la situation sanitaire relative à la pandémie du coronavirus.

En termes plus clairs, si à la date fixée la situation n'est pas bonne et donc les Algériens encourent un grand risque il est très fort probable que les élections soient reportées.

Mais entre-temps, avec la convocation du corps électoral pour le 27 novembre, le compte à rebours a déjà commencé.

Désormais les partis politiques et les indépendants savent à quoi s'en tenir et devraient se lancer dès à présent dans les préparatifs pour cet événement politique majeur.

Selon certains analystes quelques partis n'ont pas attendu la fixation de la date puisqu'ils ont entamé les préparatifs juste après le déroulement des élections législatives du 12 juin dernier dans le but d'être fin prêts le moment venu.

Si la participation de certains partis est plus qu'évidente, il en est autrement pour d'autres.

En effet, les partis qui soutiennent le programme du président de la République ne vont certainement pas manquer ce rendez-vous.

Des partis comme le FLN, le RND, le front El Moustakbal, pour ne citer que ceux-là, ont d'ailleurs ouvertement déclaré leur ferme intention de participer à ces



élections. Cela n'est peut-être pas encore le cas pour les formations politiques qui s'opposent à la feuille de route du pouvoir. Les partis de l'opposition n'ont pas encore révélé leurs intentions. Des partis comme

le Front des forces socialistes (FFS), le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD) ou encore le Parti des travailleurs (PT) n'ont rien laissé transparaître dans ce sens. Vont-ils participer oui

ou non au rendez-vous du 27 novembre ? En l'absence de positions officielles et tranchées les observateurs ne peuvent que faire dans les conjectures.

Ces derniers partis politiques et bien d'autres encore, à l'exemple de l'UCP que préside l'avocate Zoubida Assoul, ont, pour rappel, boycotté les élections législatives du 12 juin. Ces partis politiques sont totalement opposés à la feuille de route du pouvoir. Ainsi, et dès le début du processus de sortie de crise initié par le pouvoir, ils ont rejeté l'élection présidentielle du 12 décembre 2019.

Ils ont poursuivi dans la même attitude en rejetant aussi le référendum sur la révision de la Constitution du 1^{er} novembre 2020. Cette attitude s'est aussi illustrée lors des élections législatives le 12 juin dernier puisque ces partis ont opté, qui pour le boycott qui pour la non-participation.

Mais qu'en sera-t-il pour les élections locales du 27 novembre ? Ces partis vont-ils poursuivre dans la même voie ou changer leur fusil d'épaule en prenant part à cette joute électorale ?

K. H.

VOLONTARIAT GÉNÉRALISÉ À TRAVERS LES LOCALITÉS SINISTRÉES

La Kabylie renaît de ses cendres

PAR IDIR AMMOUR

Solidarité et volontariat sont le maître-mot dans de nombreux villages de la wilaya de Tizi-Ouzou après les incendies qui l'ont ravagé ainsi que plusieurs régions du pays.

De nombreuses opérations de volontariat pour le nettoyage des villages et forêts touchées par les incendies, ont été lancées par plusieurs associations écologiques, de citoyens et de comités de village, à travers les quatre coins de la région. En effet, il y a une grande mobilisation pour nettoyer les villages qui sont devenus presque invisibles avec les cendres.

Des actions généralisées à travers les localités touchées par les incendies. La solidarité se poursuit après celle montrée lors des incendies.

Aujourd'hui, avec la même ferveur, courage et optimisme, l'heure est à la restauration de ce qui a été détruit par les

flammes, redonnant ainsi un nouveau visage à ces bourgades perchées sur les hauteurs, qui dégagent des images de tristesse et de désolation après avoir été le théâtre de gigantesques feux.

Armés de divers outils nécessaires pour cette opération (pelles, pioches, brouettes), même les vieilles femmes et les enfants, ont démontré que la reconstruction est l'affaire de tous et que la propreté ne s'arrête pas au seuil de leur maison. Les citoyens prévoient même des actions de plantation d'arbres pour le reboisement des superficies importantes ravagées par les flammes.

D'autres villages se préparent à se joindre à cette marche de solidarité cette semaine, notamment pour la confection de colis alimentaires et scolaires au profit des familles démunies et perpétuer ainsi cette belle tradition d'entraide.

Et, comme le veut la tradition au niveau local, des collectes d'argent sont effectuées

dans plusieurs villages de Tizi-Ouzou pour l'achat de veaux pour organiser les "waâdas et tawezaat ou timechret", durant laquelle des quartiers de viande sont distribués aux villageois, pour remercier le ciel pour nous avoir évité plus de dégâts qui en avait.

Même son de cloche du côté du ministère de l'Agriculture et du Développement rural, qui organise des actions similaires, en application des orientations du ministre de l'Agriculture et du Développement rural.

Le ministère a précisé sur sa page Facebook que cette opération "importante" sera exécutée par le Groupe génie rural (GGR) en coordination avec les conservations des forêts à travers cinq (5) wilayas, à savoir Khenchela, Tizi-Ouzou, Béjaïa, Tébessa, Souk-Ahras, où tous les moyens ont été mobilisés pour son parachèvement dans les plus brefs délais.

I. A.

VACCINATION ANTI-COVID-19

L'Algérie réceptionne une nouvelle cargaison de Sinovac

PAR RANIA NAILI

Le ministère de la Santé a réceptionné, avant-hier, à l'aéroport international Houari-Boumediène à Alger, une nouvelle cargaison du vaccin Sinovac anti-Covid-19, contenant 567.600 doses.

Cette cargaison s'inscrit dans le cadre de l'initiative du mécanisme Cavax, a indiqué le ministère de la Santé dans un communiqué.

Pour rappel, jeudi dernier, l'Algérie avait réceptionné deux cargaisons de 758.400 doses de vaccins AstraZeneca et de l'américain Johnson & Johnson, et ce dans le cadre du même mécanisme.

Pour rappel, le ministre de la Santé, Abderrahmane Benbouzid, a annoncé la préparation d'une grande campagne de vaccination à travers le pays prévue le 4 septembre prochain, selon un communiqué

publié sur la page Facebook du ministère. Le ministre a indiqué que la date du 11 septembre sera un réel défi pour vacciner un nombre important de citoyens et qui permettra de faire le point sur le nombre de vaccinés à travers le pays. Le ministre a assuré que tous les moyens humains et matériels seront mobilisés pour que cette campagne se déroule dans de bonnes conditions.

Par ailleurs le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a ordonné, fin juillet, l'entrée en service de l'usine de production locale du vaccin Sinovac en septembre, avec une capacité de deux millions de doses/mois, a indiqué un communiqué du Conseil. Dans le cadre des préparatifs de la production du vaccin en Algérie, un groupe d'experts chinois est arrivé, en juillet dernier, en Algérie en visite de l'unité de production relevant du groupe

Saïdal à Constantine où est prévue la production de ce vaccin. Cette opération s'inscrit dans le cadre d'une coopération entre le Groupe Saïdal et la société pharmaceutique chinoise Sinovac pour la production du vaccin anti-Covid-19, et vient renforcer les efforts consentis par le ministère de l'Industrie pharmaceutique pour assurer la production et la disponibilité de ce vaccin. Le partenariat permettra au Groupe Saïdal d'acquiescer les savoir-faire, les compétences et la maîtrise des technologies innovantes susceptibles de concourir à la souveraineté sanitaire de l'État.

Le ministre de l'Industrie pharmaceutique, Abderrahmane Lotfi Djamel Benbahmed avait indiqué, pour sa part, que le vaccin produit par Saïdal à Constantine reviendrait 45 % moins cher qu'un vaccin importé actuellement.

R. N.

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION

43 décès et 1.612 blessés en une semaine

43 personnes ont trouvé la mort et 1.612 autres ont été blessées dans 1.233 accidents de la circulation survenus à travers le territoire national, durant la période du 22 au 28 août en cours, a indiqué un communiqué de la Protection civile.

Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya d'Alger avec 4 décès et 101 personnes blessées, précise la même source.

Dans le cadre des activités de lutte contre la propagation du coronavirus Covid-19, les unités de la Protection civile ont effectué durant la même période, 349 opérations de sensibilisation à travers le territoire national, portant sur la pandémie Covid-19, rappelant aux citoyens la nécessité du port de la bavette, respect de confinement ainsi que les règles de la distanciation physique, note le communiqué.

Les mêmes unités ont effectué également 359 opérations de désinfection générale à travers le territoire national, touchant l'ensemble des infrastructures et édifices publics et privés, quartiers et ruelles.

En outre, les secours de la Protection civile sont intervenus, durant cette période, pour l'extinction de 1.411 incendies dont 144 à Alger

R. N.

RÉUNION DES PAYS DU VOISINAGE LIBYEN

Les participants définissent les priorités

Les six pays du voisinage libyen, réunis à Alger, exigent la sortie des mercenaires et des forces militaires étrangères de la Libye.

PAR RAHIMA RAHMOUNI

Réunis à Alger, le lundi 30 août, à l'initiative de l'Algérie, les ministres des Affaires étrangères des pays du voisinage libyen (Soudan, Égypte, Tchad, Niger, Tunisie et Algérie) se sont accordés sur des étapes prioritaires à suivre avant les élections générales du 24 décembre 2021 en Libye.

Il s'agit notamment de "la sortie des mercenaires et des combattants étrangers de la Libye". L'allusion est faite à un groupe de paramilitaires russes, à des soldats turcs et à des experts militaires des Émirats arabes unis et des États-Unis.

Ramtane Lamamra, ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, a prévenu, lors de l'allocution d'ouverture, diffusée en direct à l'ENTV, contre le risque qui pèse sur la région du Sahel-Maghreb, si l'instabilité de la Libye se poursuivait.

Il a évoqué aussi des plans par lesquels "certaines puissances étrangères cherchent à accroître leur influence dans le pays pour faire de ce pays une plateforme afin de redessiner les équilibres internationaux au détriment des intérêts stratégiques de la Libye et de ses voisins".

Les élections conditionnées par le départ des forces étrangères

États-Unis, Russie, Turquie, Émirats arabes unis, France, Arabie saoudite, Qatar, Italie et Israël s'affrontent en Libye à travers des factions, milices et groupes armés. Khalifa Haftar, qui s'est autoproclamé chef de l'armée libyenne, bénéficie,



par exemple, de l'appui de Moscou, de Tel Aviv, du Caire et d'Abu Dhabi. Abu Dhabi et Le Caire voient en Haftar "un rempart contre l'avancée des courants islamistes dans le pays".

Jan Kubis, envoyé spécial de l'ONU pour la Libye, a appelé les pays du voisinage libyen à s'impliquer dans les efforts déployés actuellement pour obliger les mercenaires et les groupes armés étrangers à quitter le pays au plus vite.

Najla Al-Mangoush, ministre libyenne des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, a, pour sa part, déclaré que le retrait des forces et des mercenaires étrangers était "un préalable à la tenue d'élections générales honnêtes et libres en décembre prochain devant mener le pays vers un système démocratique".

La présence de ces forces étrangères est, selon elle, une menace pour toute la région. "Les Libyens œuvrent actuellement à l'unification de l'institution mili-

taire", a-t-elle dit, insistant sur le retour de la sécurité et de la paix "avec la contribution de tous" pour mener à bien le processus politique dans le pays.

Les participants de la réunion d'Alger ont tous insisté sur cette question.

L'ONU disposé à soutenir une opération de désarmement en Libye

"Les Nations unies sont prêtes à appuyer les Libyens dans l'opération de désarmement et de réintégration des combattants dans les forces armées", a souligné Jan Kubis.

"La sortie des forces étrangères du territoire libyen est une nécessité pour garantir l'indépendance du pays. L'unification des institutions libyennes essentiellement militaire et sécuritaire est une priorité", a estimé, de son côté, Ahmed Abou El Gheit, secrétaire général de la Ligue arabe, présent également à Alger.

Bankole Adeoye, commissaire aux Affaires politiques, à la paix et à la sécurité de l'Union africaine (UA), partage ce point de vue. "L'unification des efforts des institutions libyennes, notamment l'armée, est cruciale. Toute intervention étrangère doit cesser dans l'intérêt des Libyens", a-t-il noté.

L'autre priorité est de préparer le terrain sur le plan juridique avant la tenue des élections de décembre.

Retard dans l'élaboration des lois électorales

Selon Jan Kubis, le gouvernement libyen a pris toutes les mesures pour la tenue de cette consultation sur le plan sécuritaire notamment. "Mais nous avons besoin d'un cadre juridique, d'une base constitutionnelle qu'il faut préparer les prochains jours. Les députés sont actuellement en train de finaliser les lois électorales liées aux scrutins présidentiels et législatifs mais il nous reste peu de temps. J'ai invité les députés à prendre leurs responsabilités et promulguer les deux lois sans tarder", a-t-il prévenu.

Jan Kubis a appelé les pays voisins à désigner des observateurs pour suivre l'opération électorale et à travailler ensemble, à la faveur d'une stratégie commune, pour sécuriser les frontières de la Libye. Tripoli, pour rappel, a demandé à l'Algérie de le soutenir pour assurer la sécurisation des frontières sud de la Libye par lesquelles passent les trafiquants d'armes et de drogues.

R. R.

TRANSPORT DES PRODUITS PÉTROLIERS EN AFRIQUE Naftal et Logitrans signent une convention-cadre

Le Groupe de transport terrestre de marchandises et logistique Logitrans et le groupe Naftal ont signé, hier mardi, une convention-cadre portant sur la prise en charge, par Logitrans, des opérations de transport routier des produits exportés par Naftal vers différents pays africains, a indiqué un communiqué de ce transporteur public.

Cette convention-cadre a été paraphée par le Président-directeur général du Groupe Logitrans, Boualem Kani et le Président-directeur général de Naftal, Kamel Benfreha, en marge de la 10^e édition du Salon "El Mouggar-Tindouf", organisée du 31 août au 2 septembre 2021 par le ministère du Commerce et de la Promotion des exportations, sous le slogan "L'Algérie, la porte du commerce africain". "La conclusion de cette convention-cadre intervient en appui aux efforts que ne cessent de consentir ces deux entreprises publiques, en vue de concrétiser les objectifs fixés par les pouvoirs publics en matière de promotion des exportations", ajoute le communiqué. Les deux parties ambitionnent également, à travers cette action, d'encourager le recours à l'outil national de production, et de raffermir le partenariat Public-Public. Le Groupe Logitrans a organisé 97 expéditions dans le cadre de l'accompagnement de plus de 102 opérateurs économiques pour transporter 60.000 tonnes de produits exportés vers la Mauritanie, le Sénégal, le Niger, le Mali et la Tunisie, selon le même communiqué.

R. N.

RÉSOLU LA CRISE DU BARRAGE DE LA RENAISSANCE

Le Premier ministre soudanais salue l'initiative algérienne

Le Premier ministre soudanais, Abdalla Hamdok, a salué l'initiative entreprise par l'Algérie pour résoudre la crise du barrage de la Renaissance, prévoyant "une solution prochaine à cette crise dans le cadre du droit international". Dans une interview accordée à la chaîne télévisée saoudienne *Al Sharq*, M. Hamdok a affirmé que son pays "apprécie les efforts des dirigeants algériens" dans le cadre de l'initiative visant à résoudre la crise du barrage de la Renaissance.

Il a indiqué, toutefois, que "le Soudan sera fortement secoué s'il arrive un malheur au barrage de la Renaissance éthiopien", précisant qu'il n'existe pas de "solution militaire" pour les différends avec l'Éthiopie au sujet des frontières ou du barrage.

A ce propos, le Premier ministre soudanais a confié que les négociations et le dialogue constitue une condition sine qua non du règlement des différends avec l'Éthiopie, en ce sens que, a-t-il dit, "nous sommes voisins et liés par la terre, l'histoire et les relations communes", affirmant que "ces questions peuvent être résolues par le dialogue".

Considérant son expérience dans la direction de médiations internationales pour le

règlement de nombreuses crises, et dans l'espoir de parvenir à une solution de la crise du barrage, l'Algérie a lancé récemment une initiative, favorablement accueillie d'ailleurs, tendant à convenir d'une rencontre entre l'Égypte, le Soudan et l'Éthiopie.

Le 8 août courant, le Président Tebboune s'était dit "optimiste" quant au succès de l'initiative algérienne concernant ce dossier, soulignant la nécessité d'une très large interaction de la part des parties de la crise avec cette initiative.

La visite du ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra en Égypte, au Soudan et en Éthiopie se veut "une tournée de prospection dans les trois pays (...) pour définir les positions des parties et prendre plus ample connaissance du dossier". Mardi dernier, M. Lamamra avait affirmé au cours d'une conférence de presse tenue à Alger, que "l'Algérie est disponible à aider l'Égypte, le Soudan et l'Éthiopie à revenir à une situation de normalité dans les négociations sur le barrage de la Renaissance sur le Nil", ajoutant que "le devoir de l'Algérie est de faire preuve de disponibilité, de courage, de dévouement afin

d'aider ces parties à transcender une situation difficile pour se retrouver dans l'entente dans une situation de normalité qui permet aux trois peuples de bénéficier de cette ressource précieuse d'une manière organisée, transparente et équitable".

Lamamra avait notamment déploré le fait que les trois pays concernés par ce dossier, l'Égypte, le Soudan et l'Éthiopie "se retrouvent dans une situation difficile suite au conflit d'intérêt sur une question vitale qui est celle des ressources en eau".

Soulignant qu'il y a un grand nombre de médiations en cours, le ministre avait précisé que "la valeur ajoutée de l'Algérie, en plus de son expérience, réside dans le fait que les trois parties lui font confiance".

"Les trois parties considèrent que l'Algérie n'a pas d'agenda additionnel et qu'elle ne pouvait pas se résigner à une dégradation de la situation entre les pays qui lui sont très proches", avait assuré le chef de la diplomatie algérienne.

A ce titre, il avait fait état de "contacts permanents avec l'Union africaine et la Ligue arabe et d'un échange d'informations avec les autres parties, impliquées dans des médiations à ce sujet".

C. A.

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE BISKRA

DIRECTION DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISoire DE MARCHES

En application du décret présidentiel N° 15/247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés public la direction de la jeunesse et des sports de la wilaya de BISKRA informe l'ensemble des soumissionnaires ayant répondu à avis d'appelle d'offre paru dans le quotidien EL-SYAH ET MIDILIBRE en date 28/06/2021 relative au travaux de la réalisation et l'équipement d'un stade de football 5400 place à OULED DJALLAL — lot: clôtures extérieurs + entrée principal et publique + aménagement extérieur + branchement a divers réseaux L'évaluation des offres s'est effectuée conformément aux critères prévus par le cahier des charges et a le marche attribuer provisoirement comme suivants:

PROJETS	Entreprise	NUMERO FISCALE	Montant de l'offre	Note de l'offr Technique	Délais de Réalisation	Observa
lot: clôtures extérieurs + entrée principal et publique + aménagement extérieur + branchement a divers réseaux	ETP SOUALHI AMMAR	148051801387128	66.642.088,50	68,33	12MOIS	MOIN disant

Les soumissionnaires qui contestent ce choix peuvent introduire un recours auprès de la commission des marchés publics de la wilaya de Biskra dans un délai de 10 jours qui suivent du présent avis dans les quotidiens Nationaux et le BOMOP conformément à l'article 82 du décret 15-247 du 16/09/2015 modifié et complétée portant réglementation des marchés publics.

La direction de la jeannes et des sport Biskra invite les candidatures et les soumissionnaires qui souhaitent prendr connaissance des résultats de l'évaluation de leurs candidatures. Offres technique et financier a se rapprocher de ces services au plus tard 03 jours acompte de la 1^{er} journée de publication de cet avis pour leur communiquer ces résultats par écrit.

Midi Libre n° 4331 - Mercredi 1^{er} septembre 2021 - Anep 2116 015 426

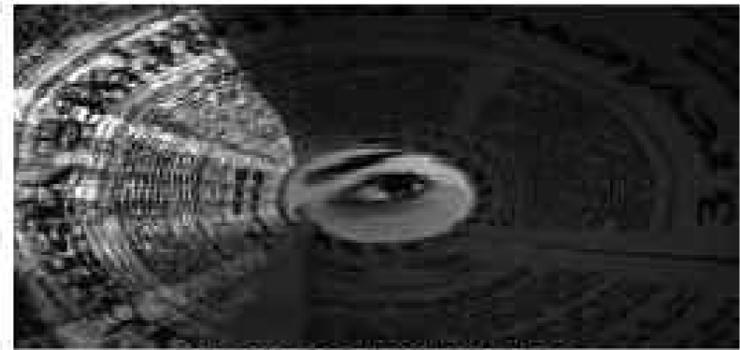

MIDI
MAGAZIN NATIONAL D'INFORMATION



L'INFO, RIEN QUE L'INFO



MIDI
MAGAZIN NATIONAL D'INFORMATION



L'INFO, RIEN QUE L'INFO

PEOPLES DEMOCRATIC REPUBLIC OF ALGERIA
MINISTRY OF HIGHER EDUCATION AND
SCIENTIFIC RESEARCH
UNIVERSITY OF AMINE ELOKKAL EL HADJ MOUSSA
EG AKHAMOUK - TAMANOHASSET



الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية
وزارة التعليم العالي والبحث العلمي
جامعة أمين العقالة الخاص موسى
اق الخمسوك - تمنغست

Directorate

المديرية

AVIS D'APPEL D'OFFRE NATIONAL OUVERT N° 05/2021

La Direction de l'université de Tamanghasset lance un avis d'Appel d'Offre national Ouvert pour :
REALISATION D'UN BLOC DE CINQ LABORATOIRES DE RECHERCHES A UNIVERSITE DE TAMANRASSET

Les opérateurs économiques intéressés par le présent avis peuvent retirer le cahier des charges auprès du secrétariat de la sous direction du développement et de la prospective de l'université de Tamanghasset, contre paiement de la somme de deux milles dinars (2.000,00 DA) non remboursables, au compte de l'université de Tamanghasset N° 402001/201.

Les offres seront accompagnées des pièces réglementaires suivantes :

I- DOSSIER DE CANDIDATURE : (enveloppe A)

le dossier de candidature comprend les documents suivants

- La déclaration de candidature dûment signée et remplie.
- La déclaration de probité.
- Capacités financières
- Capacités techniques
- Photocopie du statut
- Délégation de signature s'il y a lieu
- Photocopie du Registre de commerce par CNRC.
- Photocopie de la carte du numéro Fiscal.
- Photocopie de l'Extrait du Casier judiciaire en cours de validité
- Photocopie de l'Extrait de rôles apuré ou avec échéancier
- Photocopie de la Mise à jour CNAS en cours de validité.
- Photocopie de la Mise à jour CASNOS en cours de validité
- Photocopie du Bon de dépôt des comptes sociaux pour les sociétés morales.
- Photocopie du Bilan des deux dernières années.
- Photocopie des références professionnelles. Appuyées d'attestations émanant d'une institution d'état.
- Délai de livraison.
- Délai de garantie et service après vente.

II- offre technique : (enveloppe B)

L'offre technique comprend les documents suivants :

La déclaration à souscrire dûment signée et remplie

Cahier de charges dûment signé et rempli comprenant, à la dernière page, la mention : lu et approuvé écrite à la main.

III- offre financière : (enveloppe C)

L'offre financière comprend les documents suivants :

Lettre de soumission dûment signée et remplie.

Bordereau des prix unitaires dûment signé et rempli.

Devis quantitatif estimatif dûment signé et rempli.

Le dossier complet du soumissionnaire, accompagné des pièces réglementaires mentionnées dans le cahier des charges, et comprenant le dossier de candidature, l'offre technique et l'offre financière déposée dans des enveloppes séparées et fermées ne portant que le nom de l'établissement, les références de l'avis d'appel et son objet, ainsi que la mention suivante et selon le cas : dossier de candidature ou offre technique ou offre financière le tout dans une enveloppe extérieure fermée anonyme portant la mention suivante :

**AVIS D'APPEL D'OFFRE NATIONAL OUVERT N° 05/2021
REALISATION D'UN BLOC DE CINQ LABORATOIRES DE RECHERCHES A UNIVERSITE DE TAMANRASSET
(OFFRE A NE PAS OUVRIR)**

Les offres devront être déposées auprès du secrétariat de la sous direction du développement et de la prospective La durée de préparation des offres est de (21) jours à compter de la première parution de l'avis d'appel d'offres dans le Bulletin Officiel des Marchés de l'Opérateur Public (BOMOP) et/ou dans la presse Nationale.

La date de dépôt des offres est fixée pour le dernier jour de durée de préparation des offres à (10H00).

L'ouverture des plis sera le même jour à (10H 30) en séance publique. Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres est prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant. Cette annonce est considérée comme un costume pour les entrepreneurs d'assister aux présentations de la session d'ouverture.

- Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant (90) jours à compter de la date limite de dépôt des offres plus la durée de préparation des offres.

Midi Libre n° 4331 - Mercredi 1^{er} septembre 2021 - Anep 2116 015 402

ALIMENTS DE BÉTAIL

Partenariat entre les éleveurs les abattoirs et les producteurs

Une convention triangulaire, regroupant les éleveurs, les abattoirs et les producteurs d'aliment de bétail, devrait être signée en ce mois de septembre pour garantir une coopération durable entre ces trois parties, a annoncé le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Abdelhamid Hemdani.

La mise en œuvre effective de cette coopération triangulaire sous forme de conventions de partenariat dès ce mois permettra aux trois parties de développer une coopération durable qui profitera à la fois aux éleveurs et aux abattoirs", a déclaré le ministre à la presse à l'issue d'une rencontre avec les représentants de la Fédération nationale des éleveurs, l'Algérienne des viandes rouges (Alviar), l'Office national des aliments du bétail (Onab) ainsi que le Groupe Agrologistic. Selon le ministre, cette relation triangulaire devrait "régler le problème récurrent de l'aliment de bétail qui pèse sur la filière, en permettant une meilleure traçabilité des opérations de distribution d'orge et de son au profit des éleveurs".

Outre la lutte contre la spéculation, l'objectif de ce partenariat consiste également à promouvoir la production nationale en viande rouge en augmentant l'activité des complexes d'abattage qui travaillent actuellement en deçà de leur capacité.

"Nous avons des abattoirs réalisés aux normes de HACCP qui tournent à peine à 25 % de leur capacité et nous devons absolument les propulser en développant leur partenariat avec les éleveurs", a-t-il soutenu, assurant que ce travail coordonné permettra à la



filière de répondre aux besoins du marché national à des prix raisonnables, tout en dégagant des excédents pour l'exportation.

Pour une répartition adéquate de l'aliment de bétail, Hemdani a insisté sur l'importance des campagnes de recensement du cheptel national qui ont démarré en avril dernier et auxquelles il faudrait associer la Fédération des éleveurs au même titre que les acteurs du secteur.

L'actualisation des bases de données, qui datent de 2001, s'avère indispensable pour évaluer les "besoins réels" en aliments de bétail et d'établir ainsi une stratégie pour le développement de la filière.

D'après les dernières statistiques, l'Algérie compte 29 millions de têtes ovines, 1,8 million de vaches, dont plus de 9.000 laitières, et 18 millions de brebis, outre 5 millions de têtes caprines et plus de 400.000 têtes pour le cheptel camelin.

Plusieurs questions ont été débattues lors de cette rencontre, notamment l'élevage des troupeaux durant les périodes de stress hydrique, aggravées dernièrement par les feux de forêt et la crise sanitaire qui a engendré une pertur-

bation du système d'approvisionnement en aliment de bétail.

Les participants ont suggéré l'encouragement de l'activité agropastorale pour permettre aux éleveurs d'avoir une certaine autonomie en matière d'orge et de son. Ils ont également recommandé une aide de l'État pour multiplier les puits d'eaux dans les zones pastorales.

Vers la constitution d'un stock de viandes blanches

Par ailleurs, le ministre de l'Agriculture, Abdelhamid Hemdani, a demandé aux différents intervenants dans la filière avicole d'envisager l'examen de la constitution d'un stock de régulation en viandes blanches, dans le but de stabiliser les prix et préserver les revenus des éleveurs, a indiqué un communiqué du ministère.

Cette instruction a été émise lors d'une réunion de travail qu'il avait présidée et qui a été consacrée à l'examen de la situation actuelle de la filière avicole après une période de perturbation accentuée par la spéculation, a précisé la même source.

Cette réunion, à laquelle ont pris part des membres du Conseil national

interprofessionnel de la filière avicole, le P.-dg de l'Office national de l'aliment du bétail (Onab) et des cadres du ministère, a permis de faire le point sur la situation de la filière en terme de production, de régulation du marché des viandes blanches et celui des matières premières et des intrants biologiques ainsi que l'aspect sanitaire, a ajouté le ministère.

Hemdani, a fait valoir, à l'occasion, les efforts consentis en amont de la filière pour asseoir une démarche de régulation en vue de stabiliser le marché et de pérenniser la filière, a souligné le communiqué.

Concernant la hausse des prix des matières premières, le ministre a insisté sur la rigueur dans l'application des mesures prises par les pouvoirs publics en faveur de la filière et leur impact sur les prix de l'aliment sur le marché, mettant en garde contre certaines pratiques spéculatives dans ce domaine, a conclu la même source.

R. E.

OPEP+ Réunion ministérielle aujourd'hui

Le ministre de l'Énergie et des Mines, Mohamed Arkab, prendra part aujourd'hui, aux travaux de la 20^e Réunion ministérielle Opep-Non Opep (Opep+) qui se tiendra par visioconférence, a indiqué un communiqué du ministère.

Cette réunion, qui regroupe les 23 pays (13 pays de l'Opep et 10 pays non-Opep) signataires de la Déclaration de coopération, sera consacrée à l'examen de la situation du marché pétrolier international et à ses perspectives d'évolution à court terme, a précisé la même source. Cette réunion sera précédée, le même jour, par la 32^e réunion du Comité ministériel conjoint de suivi (JMMC), qui aura à évaluer, sur la base du rapport établi par le Comité technique conjoint de suivi (JTC), la situation du marché pétrolier international, ses perspectives d'évolution à court terme ainsi que le niveau de respect des engagements de baisse de la production des pays participant à la Déclaration de coopération. Le JMMC est composé des pays membres de l'Opep qui sont l'Algérie, l'Arabie saoudite, les Emirats arabes unis, l'Irak, le Koweït, le Nigeria et le Venezuela et de deux pays non membres de l'Organisation, à savoir la Russie et le Kazakhstan. L'Angola participera également aux travaux du JMMC au titre de président de la Conférence de l'Opep.

R. E.

ECONOMIE MONDIALE

La Chine en guerre contre les ultra-riches

Comme la plupart des pays en développement, la Chine s'est donné pour objectif de sortir sa population de la pauvreté. Depuis Deng Xiaoping, la richesse n'est plus taboue dans l'empire du Milieu et les Chinois sont encouragés à travailler fort pour améliorer leur sort, rapporte la presse internationale.

Force est de constater que ce virage du Parti communiste chinois a donné des résultats prodigieux. Le pays domine aujourd'hui l'économie mondiale et son expansion se poursuit. Des millions de Chinois ont pu sortir de la pauvreté et des millions d'autres se sont enrichis. Trop, aux yeux de dirigeants actuels du pays.

Quand il s'est adressé au Comité des affaires économiques et financières de son gouvernement, récemment, le président chinois Xi Jinping a été plus clair que jamais sur la nécessité pour son pays de limiter l'enrichissement excessif et d'encourager les mieux nantis à redonner à la collectivité.

L'écart entre les riches et les pauvres, qui s'était resserré depuis 2008, s'est remis à croître. Tel que mesuré par le coefficient de Gini, le niveau d'inégalités en Chine, un pays communiste, est comparable à celui du royaume du capitalisme, les États-Unis.

Les inégalités sociales ne sont pas une nouveauté en Chine, mais elles ont

changé de visage. De plus en plus, les riches sont des entrepreneurs qui ont réussi en suivant les règles du jeu capitaliste.

Il y a maintenant plus de milliardaires à Pékin que dans toute autre ville du monde.

Un nombre croissant de dirigeants d'entreprises chinoises fait son apparition dans le club sélect des ultra-riches de la planète.

Certains, comme Jack Ma (Alibaba), sont connus depuis longtemps, et d'autres, Ma Huateng (Tencent, qui détient l'application WeChat) ou Zhang Yiming (TikTok), par exemple, sont rapidement devenus des stars du monde de l'Internet.

MALADIE CAUSÉES PAR DES LEVURES

Diagnostiquer une infection fongique à la maison

La levure est un champignon qui, en temps normal, vit dans le corps avec les bonnes bactéries et est généralement surveillée par le système immunitaire.

Toutefois, l'équilibre entre la levure et les bactéries est parfois rompu et la levure prolifère. Ce phénomène cause ce qu'on appelle une levurose qui peut toucher plusieurs parties du corps, dont la peau, la gorge et plus souvent le vagin. Une levurose ne doit pas vous embarrasser puisque 75 % des femmes l'attrapent au moins une fois dans leur vie. Ce genre d'infection est très irritant et il est important de le diagnostiquer et de le traiter le plus rapidement possible. Pour le diagnostiquer, vous devez apprendre à reconnaître ses symptômes.

Reconnaître les symptômes

Cherchez des taches rouges. Les levures se manifestent sur des parties du corps comme l'aîne, les plis des fesses, entre les seins, dans la bouche et le tube digestif, près



des orteils et des doigts, mais aussi dans le nombril. En général, elles prolifèrent dans les endroits plus humides et présentant plus de plis et de recoins.

Il est possible que les taches rouges gonflent et commencent à ressembler à de petits boutons rouges. Évitez de les gratter, car vous risquez de les casser et de propager l'infection à d'autres parties de votre corps. Sachez que les bébés sont souvent touchés par des levures qui causent des érythèmes fessiers. Les érythèmes se manifestent sous forme de rougeurs et de petits boutons comme décrits ci-dessus. Ils apparaissent dans les plis de la peau, des cuisses et des parties génitales et sont causés par l'humidité piégée dans les couches laissées trop longtemps en place.

Cherchez d'éventuelles démangeaisons. La peau et les parties du corps touchées par la levurose démangent et sont très sensibles au

toucher. Il est également possible qu'elles soient irritées par le frottement des vêtements ou des objets étrangers.

L'infection peut également causer une sensation de brûlure dans et autour de la zone infectée.

Cherchez des symptômes spécifiques. Cherchez des symptômes spécifiques aux différents types de levurose. Il existe 3 principaux types de levurose : les infections vaginales, les infections de la peau et les infections de la gorge. Chaque type d'infection possède ses symptômes spécifiques en plus des symptômes listés précédemment.

L'infection vaginale à levure : en cas d'infection vaginale à levures (ce dont les gens parlent généralement quand ils disent avoir attrapé une levurose), votre vagin et votre vulve deviennent rouges, gonflés, démangent et sont irrités. Il est possible que vous ressentiez une sensation de brûlure ou de douleur quand vous urinez ou lorsque vous avez des rapports sexuels. Les infections vaginales à levures sont également souvent (mais pas toujours) accompagnées



possible que des fissures se forment à la commissure de vos lèvres (perlèche) et que vous ayez des difficultés à déglutir.

Rendez-vous chez un médecin. Si vous ressentez l'un des symptômes listés ci-dessus pour n'importe quel type de levurose, rendez-vous immédiatement chez un médecin pour confirmer le diagnostic. C'est d'autant plus important si vous n'avez jamais eu d'infection vaginale auparavant. Il est important de confirmer le diagnostic étant donné qu'il existe différents types d'infections vaginales que les femmes confondent souvent avec la levurose. En effet, les études montrent que 35 % des femmes seulement arrivent à bien diagnostiquer une levurose à partir des symptômes qu'elles ressentent.

Après votre première infection vaginale à levures diagnostiquée par un médecin, vous pourrez vous diagnostiquer vous-même à l'avenir des infections similaires et les soigner avec des traitements en vente libre. Sachez que les levures récurrentes sont le signe d'un problème sous-jacent plus grave comme le diabète, le cancer ou le VIH-SIDA.

Téléphonez également à votre médecin si vos symptômes ne s'améliorent pas au bout de 3 jours, si vous avez de la fièvre ou si l'un des symptômes évolue (par exemple, les écoulements vaginaux sont plus abondants ou changent de couleur, de nouvelles éruptions cutanées apparaissent sur votre corps, etc.).

Achetez un test de pH à faire à la maison. Si vous pensez avoir une infection vaginale à levures (le type de levurose le plus courant) et que vous avez déjà été touché auparavant, achetez un test de pH et diagnostiquez-vous

à la maison. Le pH normal du vagin est d'environ 4, ce qui est légèrement acide. Suivez toutes les instructions fournies avec le test[14].

*Pour faire le test, appuyez pendant quelques secondes une bandelette de papier pH contre la paroi de votre vagin. Comparez la couleur obtenue avec le graphique fourni avec le test. Le nombre indiqué à côté de la couleur qui se rapproche le plus de celle du papier est le pH de votre vagin.

*Si le résultat est supérieur à 4, rendez-vous chez un médecin. Ce n'est pas le signe d'une levurose, mais il peut s'agir d'une autre infection.

*Si le résultat est inférieur à 4, il s'agit sans nul doute d'une levurose. Reconnaître les signes d'une infection à levures compliquée.

Observez la forme des éruptions cutanées. Lorsqu'on laisse une levurose se développer sans traitement, elle provoque l'apparition d'une forme circulaire rouge ou sans couleur notable. Cela se produit autant en cas d'infections vaginales qu'en cas d'infections de la peau.

Ce cercle cause une chute des cheveux si la partie infectée est une zone pileuse du corps (comme la barbe chez les hommes, le cuir chevelu ou l'aîne).

Vérifiez si vos ongles sont touchés. Les infections de la peau se propagent au lit unguéal si elles ne sont pas traitées. Si la levurose sur votre peau affecte vos ongles, elle se manifestera sous forme d'un gonflement rouge et douloureux autour de l'ongle. Au final, celui-ci va se détacher et révéler un lit unguéal blanc ou jaune clair.

Sachez si vous faites partie d'un groupe à risque. Certains groupes de personnes

courent plus de risque d'avoir une infection à levures compliquée. Il s'agit :

- *des personnes ayant eu 4 levures ou plus en un an
- *des femmes enceintes
- *des personnes ayant un diabète non contrôlé

*des personnes ayant un système immunitaire affaibli (à cause de médicaments ou de maladies comme le VIH)

Sachez que les infections non-Candida albicans sont considérées comme compliquées. En général, la plupart des levures sont causées par le champignon Candida albicans. Cependant, l'infection peut parfois être causée par un autre champignon. Cela complique la situation étant donné que la plupart des traitements en vente libre et sur ordonnance sont conçus pour soigner les infections au Candida albicans. Les infections non-Candida albicans nécessitent donc souvent des traitements plus agressifs.

Sachez que la seule façon pour le médecin de diagnostiquer un autre type de champignon consiste à prendre un échantillon (un prélèvement) qu'il va tester pour identifier l'organisme responsable.

Connaître les facteurs de risque

Sachez que les traitements antibiotiques peuvent causer une levurose. Un traitement antibiotique sur une période prolongée ne tue pas seulement les bactéries pathogènes dans le corps, il élimine également les bonnes bactéries. Il en résulte un déséquilibre de la flore dans la bouche, sur la peau et dans le vagin, ce qui provoque une prolifération des levures.

Si vous avez récemment pris des antibio-

tiques et ressentez des brûlures ou des démangeaisons, il est possible que vous ayez une levurose.

Sachez que les femmes enceintes sont plus à risque. Les femmes enceintes courent plus de risque d'attraper une levurose. La grossesse augmente le sucre dans les sécrétions vaginales (à cause des œstrogènes et des progestérones) et favorise donc l'apparition de la maladie. Quand la levure prolifère, l'équilibre naturel de la flore vaginale est perturbé et provoque une levurose. Adoptez un nouveau mode de vie. Réduisez les risques en adoptant un nouveau mode de vie. Les maladies, l'obésité, les mauvaises habitudes de sommeil et le stress augmentent le risque d'attraper une levurose. L'obésité est un facteur de risque potentiel, car les personnes obèses ont des plis de peau plus larges qui sont également plus chauds et plus humides que ceux des personnes de corpulence moyenne. Ces larges plis de peau favorisent la prolifération de la levure.

L'obésité est également liée à l'apparition du diabète, ce qui double le risque d'attraper une levurose chez les femmes.

Sachez que les contraceptifs sont un facteur



de risque. Les pilules contraceptives et les pilules du lendemain causent un changement des taux d'hormone (surtout l'œstrogène) qui à son tour provoque une levurose. Plus il y a d'œstrogène dans le contraceptif, plus le risque de prolifération des levures est élevé.

Sachez que les règles augmentent les risques de levurose. Une femme court plus de risque d'attraper une levurose à l'approche de ses règles. Durant la menstruation, l'œstrogène dépose du glycogène (un type de sucre à l'intérieur des cellules) dans les parois du vagin. Quand le taux de progestérogène augmente, les cellules dans le vagin produisent du sucre qui favorise la prolifération de la levure. Sachez que la douche vaginale peut causer une infection vaginale à levures. Les douches vaginales sont la plupart du temps

utilisées pour laver le vagin après les règles. Toutefois, cette pratique est généralement inutile et parfois même dangereuse. Selon l'American College of Obstetricians and Gynecologists, les douches vaginales régulières modifient l'équilibre de la flore vaginale et l'acidité du vagin. Elles perturbent donc l'équilibre entre les bonnes et les mauvaises bactéries. Le niveau de bactérie permet de maintenir l'environnement acide et sa destruction cause la prolifération des mauvaises bactéries, ce qui favorise les levures.

Sachez que certaines maladies sont en cause. Sachez que les problèmes de santé existants comptent parmi les facteurs de risque. Certaines maladies sont connues pour favoriser les levures.

Par exemple, un système immunitaire affaibli à cause du VIH ou une transplantation d'organe récente peut causer des levures.

Les troubles thyroïdiens et endocriniens, tout comme le diabète non contrôlé, créent également un environnement favorable à la prolifération des champignons dans votre corps.

Conseils

Pour éviter la propagation des infections fongiques, gardez aussi sec que possible les plis de votre peau.

Avertissements

Sachez que lorsqu'une femme souffre d'infection vaginale à levures, elle doit se faire diagnostiquer par un professionnel de la santé qualifié.

Il existe de nombreux types d'infections vaginales que l'on confond souvent entre elles et qui ne sont pas traitées comme elles le devraient.

Après le premier diagnostic, les infections suivantes (du moment qu'elles ne sont pas compliquées ou sévères) peuvent être traitées à la maison.

Quand consulter un dermatologue ?

Le dermatologue est le médecin spécialiste de la peau. Son champ d'activité englobe également les ongles, le cuir chevelu, les muqueuses de la bouche et des organes génitaux.

C'est le spécialiste des cancers de la peau. Le dermatologue traite également les maladies sexuellement transmissibles. C'est aussi le spécialiste de l'esthétique de la peau; il est compétent pour corriger les imperfections provoquées par l'âge et le soleil ou les séquelles des maladies de la peau. Le dermatologue est un médecin exerçant à la fois une spécialité médicale très large, du fait du nombre élevé de maladies pouvant s'exprimer par des problèmes dermatologiques, et une spécialité chirurgicale qui lui permet d'intervenir de façon curative, préventive ou esthétique sur des lésions dermatologiques au premier rang desquelles les tumeurs et cancers cutanés. Une spécialité dans laquelle, au niveau international, les dermatologues français sont les pionniers de nombreuses découvertes et avancées médicales.

Une activité plurielle

Le dermatologue soigne les maladies de la peau, des muqueuses, des cheveux et des ongles. Un domaine très vaste puisque la peau est l'organe le plus important de l'organisme en taille et qu'elle peut souffrir directement ou indirectement de nombreuses pathologies.

On peut consulter un dermatologue dès lors que l'on constate quelque chose d'anormal : de l'acné, un grain de beauté qui change d'aspect, une chute de cheveux... Le dermatologue peut également être consulté pour un conseil ou une intervention dans le domaine de l'esthétique de la peau.

Comment se déroule une consultation ?

Comme tous les médecins, le dermatologue débute toujours sa consultation en interrogeant le malade sur ses symptômes et ses antécédents personnels et familiaux. Le dermatologue s'intéressera aussi aux agressions que peut subir la peau de son malade, du fait de l'utilisation de certains produits de beauté, de la prise de médicaments ou de sa profession.

Ensuite, il procédera à l'examen physique. C'est le temps essentiel de la consultation. Son expertise clinique permettra dans la grande majorité des cas de porter ou d'orienter le diagnostic. Il pourra parfois utiliser un dermoscope ou avoir recours à des examens complémentaires au premier rang desquels le prélèvement de peau pour examen au microscope.

Une fois le diagnostic établi, il proposera à son patient un traitement intégrant les données actuelles de la médecine et les recommandations



établies par ses confrères réunis au sein de sociétés savantes, comme la Société française de dermatologie. Il assurera ensuite le suivi du traitement et le lien avec ses confrères, médecin traitant ou médecin hospitalier.

Répondre aux attentes des patients

En dermatologie particulièrement, les besoins et les attentes des patients sont nombreux car les problèmes liés à la peau peuvent retentir fortement sur la vie quotidienne, familiale, personnelle, sociale ou professionnelle et parfois sexuelle. Les patients attendent avant tout d'être soulagés et traités pour un problème dermatologique, mais aussi que soit prise en compte la dimension esthétique de leur peau. Le dermatologue a aussi à répondre à des attentes de personnes en bonne santé mais ayant une attente de prise en charge esthétique.

Le dermatologue chirurgien

Le dermatologue est un spécialiste qui est régulièrement amené à prélever un fragment de peau pour aider au diagnostic ou confirmer le caractère cancéreux d'une lésion suspecte. Il peut aussi pratiquer des interventions plus importantes visant à retirer des tumeurs plus ou moins volumineuses, bénignes ou cancéreuses. Pour certaines interventions le dermatologue pourra orienter son malade vers un confrère, dermatologue à forte activité chirurgicale ou chirurgien.

Les outils du dermatologue

Le dermatologue utilise avant tout son sens de l'observation et de l'analyse des lésions cutanées. Il pourra parfois s'aider d'instruments lui permettant d'améliorer sa vision tel le dermoscope (ou dermatoscope).

Le dermatologue aura aussi souvent recours à la biopsie de peau pour prélever un morceau d'une lésion cutanée et la faire analyser par un médecin anatomo-pathologique, qui étudiera le prélèvement au microscope. Pour cela, il utilise du matériel

de chirurgie dermatologique : bistouri, ciseaux, curettes, cupules, pinces, compresses... Il peut utiliser du matériel jetable à usage unique ou du matériel réutilisable stérile.

L'autre outil présent presque systématiquement dans les cabinets de dermatologie est l'azote liquide.

Conservée dans un récipient permettant de la maintenir au froid, elle sert à brûler les verrues, les taches ou de petites tumeurs superficielles.

Les lasers font partie de l'arsenal de certains dermatologues. Ils permettent selon leur configuration, de traiter certaines tumeurs, la couperose ou les rougeurs, de retirer des tatouages, d'estomper cicatrices d'acné, ridules et taches ou encore de pratiquer des épilations.

Enfin, les dermatologues peuvent proposer des peelings, utiliser des produits injectables que ce soit de la toxine botulique, de l'acide hyaluronique ou d'autres produits spécialisés.

Le dermatologue au cœur du système de soin

Le dermatologue est au cœur du diagnostic et du traitement des maladies de peau et va interagir avec d'autres professionnels de santé : anatomo-pathologiste pour l'analyse des biopsies cutanées et des tumeurs qu'il a retirées, dermatologue hospitalier pour un cas complexe ou un traitement particulier, confrère d'une autre spécialité, médecin généraliste pour le suivi, et l'infirmière pour les soins.

Un vaste champ d'intervention

Voici une liste non exhaustive des problèmes que peut prendre en charge le dermatologue :

- Les maladies inflammatoires de la peau telles que l'eczéma de contact et la dermatite atopique, l'urticaire, l'acné, la dermite séborrhéique, la rosacée, la couperose et l'érythrose, le psoriasis de la peau, du cuir chevelu, des organes génitaux et des ongles, le lichen plan de la peau de la bouche, du cuir chevelu, des organes génitaux et des ongles, les maladies bulleuses

- Les grains de beauté, les lésions précancéreuses, les cancers de la peau (carcinome baso-cellulaire, carcinome spinocellulaire, mélanome). Il est aussi le spécialiste de la prévention solaire

- Les troubles de la coloration de la peau : taches blanches (vitiligo) et taches brunes (naevus, pigmentation liée au soleil...)

- Les maladies infectieuses de la peau dans lesquelles on distingue les maladies dues à des bactéries (tels qu'impétigo, lymphangite, furoncle, abcès, anthrax...), celles dues à des champignons ou mycoses (candidoses ou dermatophytes) atteignant la peau, les muqueuses, le cuir chevelu et les ongles, celles dues à des parasites (tels que gale, poux et pédiculose du pubis, maladies tropicales) et celles dues à des virus (tels qu'herpès buccal ou génital, zona, varicelle, VIH...)

- Les maladies congénitales ou génétiques de la peau telles les épidermolyses bulleuses congénitales, les ichtyoses ou la neurofibromatose et les autres maladies rares

- Les réactions de la peau aux prises médicamenteuses (toxidermies)

- Les maladies du cuir chevelu et des cheveux (eczéma, psoriasis, lichen, réactions médicamenteuses...), la pelade, l'alopécie androgénétique...

- Les maladies des ongles telles que les localisations unguéales des maladies de peau (eczéma, psoriasis, lichen, réactions médicamenteuses...), les localisations aux ongles de maladies osseuses, les excroissances bénignes et les tumeurs malignes des ongles...

- Les maladies de la bouche et des lèvres comme l'herpès labial et buccal, les localisations buccales des dermatoses (lichen, pemphigus, pemphigoïde bulleuse, toxidermies...), les kératoses et les verrues

- Les maladies des organes génitaux des hommes et des femmes telles que les mycoses, les infections sexuellement transmissibles (IST) (condylomes, herpès, uréthrites, syphilis, VIH) ou encore les localisations génitales des maladies de peau (eczéma, psoriasis, lichen, réactions médicamenteuses...).

TAMANRASSET, LUTTE CONTRE LA PANDÉMIE SANITAIRE

Lancement d'une vaste campagne de vaccination



Les opérations de vaccination doivent se poursuivre jusqu'au mois de décembre prochain pour permettre à la population de la wilaya de Tamanrasset de se prémunir contre le virus.

Une vaste campagne de vaccination contre le coronavirus (Covid-19) a été lancée samedi dernier dans la wilaya de Tamanrasset, a constaté l'APS. L'opération, organisée au niveau de la salle omnisports de la ville de Tamanrasset et encadrée par six (6) praticiens et dix (10) infirmiers, vient

s'ajouter à une autre similaire qui se tient au niveau du lycée Abderrahmane-Ibn-Rostom.

Des opérations de vaccination sont actuellement menées dans seize (16) structures relevant du secteur de la santé implantées à travers les cinq communes de la wilaya.

"Les efforts se poursuivent pour inciter le plus de citoyens à se faire vacciner contre la Covid-19", a assuré le docteur Slimane Chergui, encadreur de la campagne, relevant une large affluente des personnes dans les centres de vaccination, ce qui traduit, selon lui, une prise de conscience citoyenne sur l'importance de la vaccination pour renforcer l'immunité collective. Le chargé de communication à

la direction de la Protection civile (DPC), le lieutenant Abdelfettah Mouatsi, a, pour sa part, rappelé l'implication de son secteur dans la lutte contre la pandémie sanitaire, à travers notamment la mobilisation de son corps médical aux côtés du secteur de la santé, ainsi que l'intensification des actions de sensibilisation à la vaccination contre le Covid-19.

Les opérations de vaccination doivent se poursuivre jusqu'au mois de décembre prochain pour permettre à la population de la wilaya de Tamanrasset de se prémunir contre le virus. Et, des cadeaux seront remis après tirage au sort aux vaccinés en guise d'encouragement.

GUELMA, SURFACES FORESTIÈRES ENDOMMAGÉES PAR LES INCENDIES

Opération de nettoyage avant le reboisement

Les services des forêts dans la wilaya de Guelma ont lancé samedi dernier une vaste opération de nettoyage des surfaces forestières dévastées par les derniers incendies, en prévision des campagnes de reboisement.

Les équipes chargées de l'opération de nettoyage ont entamé le désherbage et la collecte des arbres brûlés dans les forêts de Beni-Salah dans les communes de Bouchegouf et Mjaz Safa, à l'est de Guelma.

In situ, le conservateur des forêts de la wilaya, Boubaker Ouadi, a déclaré que les "opérations de nettoyage des surfaces forestières endommagées par les derniers incendies ont été lancées depuis les forêts de Beni-Salah, une des zones les plus touchées par les feux".

Il a rappelé que la "wilaya de Guelma a enregistré, entre le 7 et le 15 août courant, plusieurs incendies sur des monts et dans des forêts relevant de 8 communes, engendrant la détérioration de 5.000 hectares de surfaces forestières".



Le même responsable a souligné que l'opération de nettoyage s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des instructions du ministère de l'Agriculture et du Développement rural visant l'accélération du processus de réhabilitation des zones brûlées, relevant, à cet égard, que la mis-

sion de "réhabilitation des espaces forestiers a été confiée à l'Entreprise régionale de génie rural (ERGR) Babour-Jijel, qui se charge du nettoyage des lieux avant le lancement des campagnes de reboisement pour renouveler le couvert végétal".

APS

TLEMCCEN

339 accidents de la route déplorés en 7 mois

Le service de la sécurité publique relevant de la sûreté de wilaya de Tlemccen a enregistré 339 accidents de la route durant les 7 premiers mois de l'année en cours, selon un bilan établi samedi par ce service. Onze morts et 405 blessés dont 141 femmes, les causes de ces drames sont dus au facteur humain en premier lieu, notamment le non-respect du code de la route et ensuite à l'état des véhicules. Durant la même période, il a été procédé au retrait de 5.139 permis de conduire dont 1.963 retraits immédiats dus essentiellement à l'excès de vitesse outre 751 infractions au code de la route. Par ailleurs, la même source a fait état de 328 infractions enregistrées par les motocyclistes outre la mise en fourrière de 1.543 motos en application de l'arrêté de wilaya portant sur l'obligation de porter le casque et l'utilisation des silencieux par les propriétaires des motocyclettes. La durée de mise en fourrière est de 30 jours. Les services de la sûreté de wilaya de Tlemccen ont intensifié les campagnes de sensibilisation liées à la sécurité routière, à travers lesquelles les automobilistes ont été invités à respecter le code de la route, afin de promouvoir une bonne culture de la circulation pour les conducteurs en général.

BATNA

Mise en exploitation de 5 nouveaux forages

Cinq nouveaux forages ont été mis en exploitation dans la ville de Batna cet été, avec une capacité de pompage totale de 55 litres/seconde, a indiqué vendredi la direction locale des ressources en eau. Ces forages dont la capacité de pompage de chacun oscille entre 10 à 15 litres/seconde, ont contribué à améliorer l'approvisionnement de la population de la ville en eau potable et faire face à la demande croissante en cette denrée vitale. Le nombre total des forages qui alimentent le chef-lieu de wilaya a atteint 26 puits profonds avec un volume total d'eau estimé à 30.000 m³/jour, en plus du quota quotidien dont bénéficie la ville, à partir du barrage Koudiet-Lemdouar dans la commune de Timgad, totalisant 40.000 m³ d'eau. Le directeur des ressources en eau a considéré que la couverture de la ville de Batna en eau potable est actuellement "acceptable", soutenant que la ville reçoit un quota quotidien de 70.000 m³, relevant l'importance que revêt le projet de renouvellement des canalisations du réseau de distribution d'eau potable, dont a bénéficié la ville. Au cours de l'été 2021, de grandes communes de la wilaya ont été renforcées en matière d'alimentation en eau potable à l'instar de Barika.

Pour l'été 2021, une certaine aisance est assurée en matière d'approvisionnement de la population de la ville de Batna, la demande en cette denrée vitale devrait augmenter d'ici un an ou deux concernant les pôles urbains en cours de parachèvement et les nouvelles zones industrielles.

APS

MALI

L'ONU dénonce la hausse des violences contre les civils

La Minusma a publié sa note trimestrielle sur les violations des droits de l'Homme au Mali. La mission des Nations unies a constaté une importante augmentation des agressions contre les civils entre le 1er avril et le 30 juin.

Au moins 527 civils ont été tués, blessés, enlevés ou sont portés disparus. La division droit de l'Homme de la Minusma pointe une augmentation générale de 25 %, par rapport au trimestre précédent, 49 % même pour les personnes tuées. Les cercles du centre du Mali sont les plus concernés : Douentza, Djene, Bandiagara, Niono, Mopti, Ségou et Koro, ainsi que, dans une moindre mesure, ceux de Gao et Ansongo dans le Nord. La note onusienne relève également une "augmentation inquié-



tante des incidents liés à l'extrémisme violent dans plusieurs régions du sud du Mali telles que Koutiala et Sikasso, et le long de la frontière avec le Burkina Faso."

Les groupes terroristes, le GSIM lié à Aqmi ou la branche sahélienne du groupe État islamique, sont responsables de la grande majorité des actes violents. Mais les enquêteurs onusiens dénoncent aussi les groupes commu-

nautaires d'auto-défense, constitués le plus souvent de chasseurs traditionnels dozos. Là encore, on parle d'assassinats, mais aussi d'enlèvements contre rançon. 6 cas sont aussi imputés à des groupes armés signataires de l'accord de paix.

Sur le mode opératoire des groupes terroristes, outre les assassinats, la pose d'engins explosifs improvisés, ou les enlèvements, la Minusma

pointe des attaques contre des écoles, avec du matériel incendié et des menaces proférées contre les enseignants et contre les familles des élèves.

Dans ce rapport, les forces de sécurité sont également épinglées. Les soldats maliens d'abord, avec 46 cas, soit 9 % des actes de violences conduites contre des civils dans le pays, mais également les soldats régionaux et internationaux, donc Barkhane, les Casques bleus de la Minusma, ou la force du G5 Sahel, qui est particulièrement pointée du doigt par les enquêteurs onusiens, avec 31 cas, soit 6 % des violences constatées.

La note relève enfin que dans les zones où des accords locaux de non-agression ont été signés avec les groupes jihadistes, les populations ont logiquement subi moins de violences, mais qu'elles ont en revanche dû renoncer à un grand nombre de leurs libertés fondamentales.

ÉTHIOPIE

Dessié, poste avancé contre les rebelles du Tigré

Dans la cour boueuse d'une caserne de Dessié, rendue presque impraticable par les pluies, une quarantaine de fonctionnaires locaux suivent une formation accélérée pour prendre part à une guerre qui semblait lointaine il y a seulement quelques mois. Partie des confins de l'Éthiopie, tout au nord du pays, elle s'étend désormais en profondeur au sein de l'État régional voisin Amhara. Et Dessié est devenue l'un des points de défense les plus avancés du pouvoir central et des forces fédérales du premier ministre, Abiy Ahmed.

La ville, cernée par les montagnes, est située sur une ligne de partage des eaux, lesquelles tombent du ciel en abondance dans cette interminable fin de saison des pluies où la guerre gagne en intensité à travers toute

l'Éthiopie. Les soldats, les miliciens, les nouvelles recrues, les responsables de l'effort de guerre du gouvernement éthiopien et les déplacés affluent ici, à plus de 2.400 mètres d'altitude. Des familles s'entassent tant bien que mal sur des matelas dans les écoles. Avec l'extension des opérations militaires, la modeste agglomération de 200.000 habitants est devenue un verrou, bloquant jusqu'à nouvel ordre l'avancée des rebelles du Tigré venus du nord du pays, où la guerre civile a commencé, en novembre 2020.

Dessié, alors, semblait si loin des opérations menées pendant plusieurs mois d'affilée par les troupes loyalistes. Après un renversement au deuxième trimestre 2021, menant à une percée des forces rebelles, c'est ici que se concentre une partie des

forces fédérales et locales soutenant Abiy Ahmed. Il leur faut bloquer la descente vers Addis-Abeba, à 400 kilomètres par la grande route qui passe par la ville de Kombolcha – des forces issues de l'ex-formation politique de la région du Tigré, le TPLF, et leurs nouvelles recrues rassemblées dans un mouvement armé qui s'est baptisé Forces de défense tigréennes (TDF).

En juin, les TDF étaient parvenues à détruire suffisamment de divisions loyalistes pour provoquer le départ des forces fédérales de l'essentiel du Tigré. Ces dernières ne conservaient qu'une présence relativement faible, mais de première importance, le long de la frontière avec le Soudan, renforcées par la présence, non loin, de leurs alliés des forces érythréennes.

YÉMEN

L'Arabie saoudite embourbée

Il s'agit de l'une des attaques les plus meurtrières de ces dernières années. Une frappe de missiles et de drones contre une base militaire clé dans le sud du Yémen a tué au moins 30 militaires, dimanche 29 août, selon un porte-parole des forces loyales au gouvernement reconnu par la communauté internationale, qui dit craindre que le nombre de victimes augmente, les équipes de secours étant toujours en train de nettoyer le site. Il a également accusé les rebelles houthistes d'avoir mené l'attaque.

La guerre au Yémen oppose depuis sept ans les forces du gouvernement d'Abd Rabbo Mansour Hadi, appuyées par une coalition militaire

menée par l'Arabie saoudite, aux rebelles soutenus par l'Iran. Ces derniers, les houthistes, contrôlent une grande partie du nord du pays, dont la capitale Sanaa. Le Président Hadi, lui-même délogé de la capitale en février 2015 – ce qui avait précipité l'intervention militaire de l'Arabie saoudite – n'a pas tardé à réagir, présentant ses condoléances aux proches des victimes. Avant-guerre, la base aérienne d'Al-Anad, la plus grande du pays, située à 60 kilomètres au nord de la ville d'Aden, la grande métropole du Sud, avait été utilisée jusqu'en mars 2014 par les forces américaines avant d'être occupée par la rébellion houthiste. Cette même base a déjà été

la cible d'une attaque spectaculaire en 2019, quand une frappe de drones suicide, lancés depuis le territoire sous contrôle houthiste, avait visé le haut commandement des forces alors loyales au Président Abd Rabbo Mansour Hadi. L'attaque de dimanche est, elle, l'une des plus meurtrières depuis décembre 2020, quand des missiles avaient visé l'aéroport d'Aden, tuant 26 personnes. cain pour le Yémen, et l'adoption d'une position plus équilibrée que le soutien inconditionnel à Riyad dont avaient fait preuve les précédentes administrations, n'a eu pour l'instant aucun effet sur les belligérants.

Agences

CORÉE DU NORD

Pyongyang soupçonné d'avoir redémarré un réacteur nucléaire

L'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) s'est dit préoccupée par des signes de redémarrage d'un réacteur nucléaire en Corée du Nord produisant du plutonium dans le complexe nucléaire de Yongbyon. "Depuis début juillet, il y a des signes, notamment le déversement d'eau de refroidissement, compatibles avec le fonctionnement du réacteur", a indiqué l'AIEA dans son rapport annuel.

Un redémarrage de ce réacteur, d'une capacité de cinq mégawatt, pourrait signifier que Pyongyang poursuit son programme de développement nucléaire en violation flagrante des résolutions du Conseil de sécurité de l'Onu.

Un éventuel redémarrage de ce réacteur fait suite à une information récente selon laquelle Pyongyang utilise également un laboratoire radiochimique situé à proximité pour séparer le plutonium du combustible usagé provenant du réacteur. Les signes de fonctionnement du réacteur et du laboratoire sont "profondément troublants", a déclaré l'AIEA, ajoutant que ces activités constituent une "violation claire" des résolutions des Nations unies.

L'avenir de ce complexe nucléaire était l'un des points de contentieux du deuxième sommet du dirigeant nord-coréen Kim Jong Un avec le Président américain Donald Trump qui s'est soldé par un échec en 2019 à Hanoï.

La Corée du Nord avait proposé de démanteler une partie du complexe de Yongbyon mais pas ses autres infrastructures de production nucléaire, en échange d'une levée «partielle» des sanctions économiques. Cette offre avait été rejetée par Washington et depuis les négociations entre les deux pays sont au point mort.

Agences

TRAGÉDIE AFGHANE

Quels bénéfices pour l'empire du "Chaos"

Dans le seul et unique but de provoquer l'Union soviétique, les États-Unis ont créé ce qui deviendra plus tard les talibans, puis l'appui financier de l'Arabie saoudite aidant, Al-Qaïda.

Après le départ précipité des Américains d'Afghanistan laissant les habitants affronter seuls leurs anciens tortionnaires, les images de corps humains tombant d'un avion américain décollant de Kaboul ont choqué le monde entier. Les gens ont pris d'assaut l'aéroport de Kaboul dans l'espoir de fuir un pays livré à des fous sanguinaires.

Les différentes interventions dans ce pays qui était déjà dans les années 70 en voie de modernisation l'ont laissé exsangue. Que sont devenues ces jeunes femmes universitaires promises à des avenir brillants ou encore ces usines flambant neuves construites par des ingénieurs formés en URSS.

Tout cela a changé au cours de l'été 1979, lorsque les États-Unis commencèrent à mobiliser ceux qui s'opposaient à la modernisation, formèrent et armèrent ceux qui allaient devenir les moudjahidines.

Toute cette opération ne fut que la concrétisation d'une initiative du conseiller à la Sécurité nationale du président Carter, Zbigniew Brzezinski. Vétéran de la guerre froide qui avait grandi à Montréal et était diplômé de McGill, Brzezinski avait présenté cette intervention comme un moyen de combattre l'influence communiste et, surtout, comme une provocation susceptible de déclencher une réponse militaire soviétique. Ainsi qu'il l'admit dans une interview de 1998, il s'agissait en fait d'une ruse pour attirer les Soviétiques et les piéger dans ce qui était programmé pour devenir leur "débâcle vietnamienne". Le plan de Brzezinski réussit et, quelques mois plus tard, les forces soviétiques entrèrent en Afghanistan.

Un seul et unique objectif

Ainsi, afin de provoquer l'Union soviétique, les États-Unis avaient créé ce qui deviendrait plus tard les talibans, puis, l'appui financier de l'Arabie saoudite aidant, Al-Qaïda. La violence des militants islamistes entraîna l'intervention militaire soviétique ; elle ne fut pas une réaction à celle-ci. Cela parut alors une belle victoire américaine contre l'ennemi communiste. Personne à Washington ne se souciait bien entendu du sort de la modernisation de l'Afghanistan ou de l'avenir des jeunes femmes qui se lançaient dans des carrières universitaires. Brzezinski ne poursuivait qu'un seul objectif : affaiblir l'URSS. Et dans l'interview accordée au *Nouvel Observateur* en 1998, alors que l'Union soviétique avait été démantelée et que la Russie d'Eltsine était affaiblie et humiliée, il déclara que, si



"l'occasion lui en était à nouveau donnée, il recommencerait". L'Afghanistan avait simplement été utilisée comme un moyen de saper les forces soviétiques. L'intervention américaine en Afghanistan ne fut pas déclenchée par les attaques sur le sol américain le 11 septembre 2001. Elle ne fut rien de plus que l'aboutissement de ce qui avait été commencé en 1979 et dont ces attaques ne furent que la conséquence.

Des millions de personnes sacrifiées aux vendeurs d'armes

Des millions de réfugiés afghans, des centaines de milliers de victimes, principalement afghanes elles aussi, mais également des soldats soviétiques, canadiens et de plusieurs pays de l'OTAN ainsi que les employés des tours jumelles, payèrent sans le savoir le prix de l'initiative de Brzezinski.

Celui-ci est désormais mort et enterré depuis longtemps, mais l'orgueil de la politique étrangère américaine demeure, lui, bien vivant, alimenté non seulement par ses disciples que l'on retrouve, aujourd'hui comme hier, dans les couloirs du pouvoir à Washington, mais aussi par tout le complexe militaro-industriel qui profite de cette hubris, quel que soit le vainqueur. Nul besoin d'être historien ou économiste pour constater que les "guerres éternelles" profitent avant tout aux fabricants d'armes... La modernisation ne se limite pas à de nouveaux gadgets, mais valorise l'analyse et le débat rationnels. C'est pourquoi il est important de pas se limiter au choc des photos, mais de comprendre les événements qui ont donné lieu à ces images d'hommes tombant du ciel.

La responsabilité de la tragédie afghane est le résultat direct de l'arrogance et de l'impunité des responsables de la politique étrangère des États-Unis. Demain, en quête d'une victoire facile, si cela les sert, ils n'hésiteront pas à déclencher, sans plus d'états d'âme, la violence et le chaos dans une autre partie du monde. Empêcher que cela se produise dépasse, par contre, les compétences d'un historien.



Priorité accordée aux chiens et aux chats !

L'opération d'évacuation menée par le Royaume-Uni en Afghanistan a pris fin samedi 28 août avec le départ d'un vol transportant ses derniers militaires, tandis que des centaines d'Afghans éligibles au départ restaient sur place. Parmi les derniers à avoir quitté Kaboul figure Paul Farthing, un ancien soldat, parti à bord d'un vol spécial affrété afin d'évacuer environ 200 chiens et chats depuis un refuge de Kaboul.

Les employés afghans de l'association et leurs proches n'ont eux-mêmes pas pu parvenir à l'aéroport pour y être évacués. L'association a promis de "faire le maximum pour les aider".

Quel sort pour les médias ?

Massoud Hossaini, lauréat du prix Pulitzer en 2012 alors qu'il travaillait pour l'Agence France-Presse et aujourd'hui freelance, explique dans un entretien à l'AFP que les nouveaux maî-

tres de l'Afghanistan verrouillent déjà la presse, ciblant en particulier les femmes journalistes.

L'homme de 39 ans lance cet appel désespéré alors qu'il se repose aux Pays-Bas après sa fuite mouvementée sur le dernier vol commercial partant de Kaboul le jour où les talibans ont pris le pouvoir, le 15 août.

"Cela va être très, très mauvais. Les talibans essayent de tuer les médias mais ils le font doucement", juge-t-il. "D'abord ils capturent quelqu'un, puis ils le tuent, et c'est ce qui est en train de se passer pour les médias".

Après leur prise de Kaboul, des représentants talibans ont assuré que les médias - même les femmes y travaillant - pourraient continuer à travailler librement et ne seraient pas harcelés.

Ils ont même organisé une conférence de presse formelle où un porte-parole a répondu aux questions de la presse.

Mais dans la vraie vie il faut s'attendre au pire...

ALGÉRIE-DJIBOUTI, ELIMINATOIRES COUPE DU MONDE 2022

Les joueurs arrivés à Sidi-Moussa



À 2 jours du premier match des éliminatoires de la Coupe du monde 2022 face au Djibouti, les joueurs de la sélection algérienne sont arrivés à Sidi-Moussa.

J-2 avant le début des qualifications pour le Mondial 2022 au Qatar. Les cham-

pions d'Afrique en titre sont arrivés aujourd'hui à Sidi-Moussa afin de préparer au mieux leurs prochaines rencontres face au Djibouti le 2 septembre et face au Burkina-Faso le 7 septembre.

Le premier match se jouera en Algérie et le second se jouera au Maroc. Le sélectionneur de l'Équipe nationale, Djamel Belmadi, a convoqué 25 joueurs pour préparer ces deux rencontres. Pour rappel, ces deux rencontres pourront être suivies sur la chaîne

Youtube de la FIFA, *FIFA TV*.

Où voir Algérie - Djibouti

L'Algérie entame sa campagne de qualification pour le Qatar 2022 face à la plus modeste équipe du groupe A, Djibouti.

Les Verts rencontreront pour la première fois de leur histoire "Les Requins de la mer rouge" qui pointent à la 182^e place au classement FIFA **Groupe A**

Blida, jeudi 2 septembre 2021
Stade Mustapha-Tchaker

DJIBOUTI

23 joueurs convoqués pour affronter l'Algérie et le Niger

Le sélectionneur français de Djibouti, Julien Mette, a retenu 23 joueurs en vue de la double confrontation contre respectivement l'Algérie le 2 septembre au stade Mustapha-Tchaker de Blida et le Niger le 5 septembre au grand stade de Marrakech pour le compte des deux premières journées des qualifications de la Coupe du monde 2022. D'autre part, le président par intérim de la Fédération djiboutienne de football, Mohamed-Yacin Yonis a tenu à encourager les joueurs et les membres du staff technique de la sélection des Requins juste avant leur départ en Algérie. "Vous avez la

chance et l'honneur de jouer les éliminatoires de la Coupe du monde 2022 et toute la République de Djibouti est derrière vous pour vous soutenir. Alors je vous invite à vous surpasser et à défendre avec fougue et hargne les couleurs nationales" a affirmé Mohamed Yacin Yonis. "La Fédération s'associe au Secrétariat d'État chargé des Sports (SES) pour souhaiter bonne chance aux joueurs et au staff de l'équipe nationale séniors A pour ses deux matchs d'important capital qui attendent nos valeureux et braves Requins" conclut le premier responsable de la FDF.

Liste des 23 joueurs djiboutiens convoqués :

Gardiens de but : Mbonihanknye, N.Abdi, B.Ahmed

Défenseurs : M. Bourhan, W. Daoud, Y. Batio, Y.Said, M. Arita, F. Moussa, A. Fouad, A. Farada, A. Said

Milieux : W. Hassan, H. Abdi, A. Omar, H. Kadamy

Attaquants : R. Aouad, D. Mahmoud, K. Abdoul-Aziz, M. Mahabe, Sabri Ali, Anas Farah Ali, S. Akinbinu.

CHAMPIONNAT DE LIGUE 1

Le CRB recevra son trophée de champion aujourd'hui

Le Chabab riadhi de Belouizdad, champion d'Algérie de football pour la saison 2020-2021, recevra son trophée aujourd'hui mercredi 1^{er} septembre, lors d'une cérémonie prévue spécialement à cet effet, au Centre international de conférences (CIC), a annoncé lundi la Ligue de football professionnel (LFP). "La cérémonie débutera à 18h" a

ajouté l'instance, en précisant qu'outre la famille du Chabab et les différents invités d'honneur, la presse sera présente à l'évènement, pour pouvoir en assurer la couverture médiatique.

Il s'agit du deuxième titre consécutif pour le Chabab, et le huitième à son palmarès général, après ceux de 1965, 1966, 1969, 1970, 2000, 2001 et 2020.



RUGBY

Le Sénégalais Ousmane Mané nouveau sélectionneur du XV d'Algérie



L'ancien international de rugby sénégalais, Ousmane Mané, a été désigné nouveau sélectionneur du XV d'Algérie, en prévision des prochaines échéances internationales, a indiqué lundi la Fédération algérienne de la discipline (FAR).

"Ousmane Mané, 38 ans, prendra ses fonctions de sélectionneur de l'équipe nationale A de rugby, à partir de ce lundi, en succession de Boumedienne Allam que la FAR remercie chaleureusement pour le travail accompli avec son staff", a indiqué un communiqué de la FAR.

Formé au Racing Club de France 92 et fort d'une expérience de plusieurs années en qualité de joueur international sénégalais, Mané possède une solide expérience africaine et une parfaite connaissance du rugby algérien. Il a dirigé avec succès la sélection algérienne des U-18 puis des U-20, depuis 2018, et aura pour objectif d'apporter une nouvelle dynamique à la sélection A d'Algérie.

"Ousmane Mané a accepté le défi que nous lui avons présenté, et je suis persuadé qu'il aura l'appui de tous dans la poursuite de l'expansion du projet du rugby algérien que nous avons amorcé ensemble", a déclaré le président de la FAR, Sofian Ben Hassen.

"Le nouveau sélectionneur doit me communiquer très prochainement le choix des adjoints-entraîneurs qui l'accompagneront dans cette nouvelle aventure", a-t-il ajouté.

La sélection algérienne de rugby à XV s'était qualifiée pour la phase finale de la Coupe d'Afrique des nations-2021 (CAN-2021), en battant son homologue ougandaise par 22-16 (mi-temps 15-13), à Kampala, pour le compte des éliminatoires du groupe C.

Le XV national avait arraché son billet au Top 8 africain, grâce à sa deuxième place au classement, à la faveur de sa victoire par six buts d'écart sur le terrain de l'Ouganda.

**LES 20 CHANTEUSES
PRÉFÉRÉES DES FRANÇAIS**



21h00



Divas, virtuoses, audacieuses, jeunes pousses... Ce documentaire propose de découvrir la diversité de la chanson féminine francophone à travers un classement établi par l'ifop auprès des Français. De Lara Fabian et son célèbre «Je t'aime» à Céline Dion avec «My Heart Will Go On» en passant par Angèle et son très contemporain «Balance ton quoi», Jain, Christine and The Queens ou encore Coeur de Pirate, ces artistes ont réussi à créer un lien unique avec le public. Derrière ces femmes se cachent des voix de légende, des chansons mythiques mais aussi des histoires insoupçonnées. Ce sont aussi des auteures, compositrices et interprètes engagées qui ont su faire entendre leur voix

MON POUSSIN



21h00



Vincent, 18 ans, connaît son premier chagrin d'amour tandis que sa petite amie, Elina, vient de le quitter. Ses parents voudraient le réconforter, mais rien n'y fait : Vincent est inconsolable. Ils décident alors de prendre les choses en main, d'abord en lui faisant comprendre qu'Elina n'était pas si exceptionnelle, avant de lui faire suivre un traitement de choc, dans lequel quelques gifles devront être administrées pour l'empêcher de penser à son ex-dulcinée

**ASTRID ET RAPHAËLLE
L'ESPRIT DE FULCANELLI**



21h00



Le corps sans vie d'un jeune homme est découvert après l'effondrement d'une galerie souterraine. Malgré les apparences l'analyse scientifique est formelle : le cadavre est celui d'un homme de plus de 80 ans ! L'enquête permet à Astrid et Raphaëlle d'éclaircir une rumeur qui les intrigue : la victime aurait résolu les énigmes de l'alchimie. Les deux héroïnes vont ainsi se retrouver sur la piste d'un mystérieux trésor qui serait le mobile du meurtre qu'elles doivent élucider

LA CARTE AUX TRÉSORS



21h00



Ce numéro de «La carte aux trésors» débute dans le lagon de Bora-Bora et nous entraîne à la découverte de la Polynésie française. La compétition se déroule sur l'ensemble de l'archipel de la Société : de l'île de Tahiti à celle de Raiatea, en passant par Tahaa, Huahine et Moorea. Tahiti et ses îles sont donc le terrain de jeu pour les deux candidats, Pauline et Jérémy, qui vont devoir résoudre des énigmes pour trouver le trésor et ainsi s'élancer dans un jeu de piste géant qui les fera plonger dans les eaux turquoise du lagon de Moorea. Ce sera une magnifique occasion d'aller à la rencontre de Polynésiens, qui tentent à leur manière de sauver les récifs coralliens désormais en grand danger



**LA SELECTION
DU MIDI LIBRE**

**LES DESTINÉES
SENTIMENTALES**



21h00



1900 en Charente. Jean Barnery a renoncé aux affaires de sa famille (porcelaine et cognac) pour être pasteur. Sur les conseils de son oncle, il répudie sa femme Nathalie accusée par la rumeur d'être infidèle. Plus tard, il réessaye la vie commune avec elle, mais c'est un échec. Il décide alors de ne plus être pasteur et s'installe à Paris où il retrouve Pauline, une cousine. Ensemble, ils déménagent en Suisse où ils se marient. Leur amour suffit à remplir leur vie jusqu'à ce que Jean soit rappelé par les siens pour reprendre en main la fabrique de porcelaine qui périclète. Il jette toute son énergie dans l'entreprise

**LES ESTIVALES
DE CULTUREBOX**



21h00



Pour continuer d'offrir aux téléspectateurs le plaisir de voir des artistes sur scène, France Télévisions prépare trois soirées 100 % live tournées à Montpellier avec le meilleur de la scène française. Chacune d'entre elles réunit six groupes ou artistes plébiscités par le public dans leur genre musical : pop rock, chanson française, musiques urbaines. Ils se succéderont durant près de trois heures sur une même scène pour des sets de trente minutes chacun. À l'issue du show, ils se retrouveront tous ensemble pour un final inédit. Daphné Bürki et Raphaël Yem, qui ont accueilli dans «Culturebox, l'émission» de nombreux artistes depuis le 1^{er} février, seront présents pour ces trois shows

FRANCE - BOSNIE-HERZÉGOVINE



21h00



Laver l'affront d'un Euro raté. C'est la mission des Bleus, champions du monde en titre, qui vont devoir trouver une nouvelle impulsion s'ils veulent montrer leur meilleur visage au Qatar. Et ça commence dès ce soir, avec la poursuite d'éliminatoires pour la Coupe du monde 2022, où les hommes de Didier Deschamps sont pour l'instant auteurs d'un sans-faute, face à une équipe de Bosnie-Herzégovine qu'il avaient battue sur la plus petite des marges (1-0) à l'occasion du match aller en mars dernier

**GOOD DOCTOR
LES PETITS NOUVEAUX**



21h00



Le service va accueillir quatre nouveaux internes : les «anciens» deviendront leurs référents, et devront participer à leur formation. Pendant deux jours, six candidats vont suivre l'évolution du service chirurgie et tenter d'intégrer l'une des quatre places disponibles dans l'équipe. Côté médicale, une augmentation mammaire se complique après la survenue d'un caillot cérébral et une transplantation cardiaque demande beaucoup d'imagination pour sauver un patient atteint d'une tumeur



Gérant : Reda Mehigueni
e-mail : direction@lemidi-dz.com

La rédaction
e-mail : redaction@lemidi-dz.com

Standard : 021.18.22.67
Rédaction : Tél-Fax : 023.18.22.67
Publicité : Tél-Fax : 023.18.22.67
publicite@lemidi-dz.com
Pour vos publicités s'adresser à l'ANEP
01, avenue Pasteur, Alger

Impression :
Centre : SIA Diffusion : Midi Libre
EURL Midi Libre
au capital social de 12.000.000 DA
Compte Bancaire :
SGA Bouzaréah : 021000071130000214 clé 16
Adresse : 12 rue Fouzia-Moulahe Rostomia Clairval Alger.

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de la rédaction. Les manuscrits, photographies ou tout autre document et illustration, adressés ou remis à la rédaction ne seront pas rendus et ne feront l'objet d'aucune réclamation.

Fajr	04:49
Dohr	12:48
Asr	16:26
Maghreb	19:19
Icha	20:41

AVANT DE QUITTER L'AFGHANISTAN

LES AMÉRICAINS DÉTRUISENT LE MATÉRIEL DE GUERRE

Le dernier C-17 Globemaster américain a décollé de Kaboul, lundi 30 août au soir, 24 heures avant la fin du délai fixé par le Président Joe Biden pour le retrait des troupes US d'Afghanistan.

Le général Kenneth McKenzie, chef du commandement central des États-Unis, responsable de l'Afghanistan, a annoncé que les derniers avions militaires ont quitté l'Afghanistan, marquant ainsi la fin de 20 ans d'occupation du pays.

Les Américains ont-ils perdu la guerre face aux Talibans, la guerre la plus longue de leur histoire ? Kenneth McKenzie ne le dit pas. Treize soldats américains ont trouvé la mort lors d'un attentat à l'explosif à l'aéroport de Kaboul, jeudi 26 août, quelques jours avant le retour au pays. La plupart des militaires avaient 20 ans, l'âge des attentats du 11 septembre aux États-Unis.

Oussama Ben Laden, tué dix ans après l'envahissement de l'Afghanistan

Les Américains, avec leurs alliés de l'OTAN (Canada, France, Royaume-Uni, Espagne, Allemagne, Italie...), ont décidé d'envahir l'Afghanistan pour « pourchasser les auteurs et commanditaires des attentats de New York et de Washington, détruire El Qaïda et capturer Oussama Ben Laden. »

Finalement, « les auteurs et commanditaires » des attentats du 11 septembre n'étaient pas en Afghanistan. Oussama Ben Laden n'a été repéré et tué par les forces spéciales américaines qu'en mai 2011 au Pakistan. Et, Ayman al-Zawahiri,



chef d'Al-Qaïda, demeure toujours introuvable et les États-Unis, qui mènent « la guerre » au terrorisme, ne donnent pas l'impression de le rechercher. Il n'a pas donné signe de vie depuis 2017 et a disparu des radars des médias et des spécialistes du contre-terrorisme.

« En Afghanistan, Al-Qaïda, le groupe État islamique (EI) et d'autres groupes militants n'ont pas disparu, ils resurgissent, sans doute encouragés par le départ imminent des dernières forces occidentales », a constaté Frank Gardner, correspondant de la BBC.

Accord de « pacification » avec les Talibans

En février 2020, les États-Unis et les talibans ont signé un accord dit de « pacifica-

tion » de l'Afghanistan. En vertu de ce deal, les États-Unis et leurs alliés de l'Otan acceptent de retirer les troupes en échange « d'un engagement » des Talibans à « ne pas laisser Al-Qaïda ou les autres groupes radicaux opérer dans les zones qu'ils contrôlent ».

L'attentat de Kaboul du 26 août 2021, qui a causé la mort de dizaines de civils, a montré que cet arrangement n'avait aucun sens.

Le bilan de « la guerre » d'Afghanistan est désastreux : plus de 250.000 morts, entre civils et militaires, 2.000 milliards de dollars de dépenses militaires, 2.300 militaires américains tués...

L'ONU n'a commencé à s'intéresser au nombre de civils tués en Afghanistan qu'à partir de 2009, ce qui suppose que le bilan

des victimes parmi la population est plus important.

Un pays sans économie

Le pays est resté tel qu'il a été occupé, sans infrastructures de base, sans économie et sans capacités d'exploiter son sous-sol riche en fer, en or, en argent et en terres rares.

Avant de quitter Kaboul, les forces américaines ont détruit des dizaines d'appareils à l'intérieur de l'aéroport de Kaboul.

Selon le général McKenzie, plus de 70 avions et hélicoptères ont été mis hors d'usage.

Les fenêtres des cockpits ont été brisées et les pneus crevés. « Ils ne pourront être utilisés par personne, ne pourront plus voler », a soutenu l'officier américain. Plus de 70 véhicules blindés MRAP, 27 véhicules légers Humvee et un système de défense C-RAM ont également été détruits.

Cette destruction signifie une perte sèche chiffrée en centaine de millions de dollars. Ce n'est visiblement pas une préoccupation à Washington.

Ce matériel devait être utilisé par l'armée régulière afghane.

Les forces afghanes, qui n'ont montré aucune résistance lors de l'occupation de Kaboul par les Talibans, ont reçu, de la part des États-Unis, des avions d'attaque légers A-29 Super Tucano, des appareils Cessna Caravan, des hélicoptères UH-60 « Black Hawk », MD-530 et des drones ScanEagle.

À cela s'ajoutent, des véhicules Humvee, des systèmes de communication et des armes légères. Les Talibans ont récupéré une partie de ce matériel de guerre.

AIR ALGÉRIE

UNE FOLLE AUGMENTATION DES PRIX DES BILLETS

Critiquée pour ses tarifs jugés excessifs par ses clients, Air Algérie se défend et affirme que les prix de ses billets restent largement en dessous de ses concurrents. Selon les déclarations faites par la compagnie à l'Agence de presse algérienne, les tarifs des billets d'avion appliqués par la compagnie aérienne nationale, Air Algérie sont les moins chers comparés aux tarifs proposés par ses concurrents sur les mêmes destinations qu'elle dessert.

Cependant les tarifs des billets révèlent une réelle envolée des prix en comparaison avec ceux pratiqués avant la fermeture des frontières en mars 2020. Les nouveaux prix des billets sont nettement supérieurs au salaire moyen de l'Algérien.

Selon les données de la compagnie, Air Algérie aurait proposé durant le mois d'août les prix les moins chers par rapport aux compagnies méditerranéennes pour ce qui est des vols reliant l'Algérie aux autres capitales.

Ainsi, pour la destination France, Air Algérie proposait, selon ses données, le billet Alger-Paris à 45.240 DA, pour un aller simple alors que le prix du même billet chez Air France est cédé à 60.107 DA,

tandis que la compagnie ASL Airlines (France) le propose à 70.500 DA, selon la même source. En France, le même billet (aller simple) depuis Paris vers Alger est vendu à 471 euros par Air Algérie, 763 euros par Air France et 480 euros par ASL Airlines. Selon ces données fournies par la compagnie elle-même, un billet aller-retour coûterait à un voyageur pas moins de 125.000 DA au taux du change officiel !

Pour la destination Espagne, le billet Alger-Barcelone de la compagnie nationale est de 22.400 DA contre 58.510 DA chez la compagnie espagnole Vueling Airlines.

Les billets d'Air Algérie supérieurs au SNMG

À partir d'Espagne, un billet en aller simple Barcelone-Alger est cédé à 268 euros chez Air Algérie, contre 463 euros chez Vueling Airlines, selon les données de la compagnie nationale. Ce qui coûterait aux voyageurs pas moins 65.000 DA au taux du change officiel.

Idem pour l'Italie vers laquelle les billets d'Air Algérie sont fixés à 30.660 DA pour un Alger-Rome en aller simple, contre

42.560 DA chez Alitalia. Celui de Rome-Alger, en aller simple, est, quant à lui, proposé à 342 euros par Air Algérie, contre 554 euros par Alitalia. Cela signifie qu'un voyageur paierait un aller-retour supérieur à 85.000 DA. S'agissant des tarifs des billets en aller-retour, le même constat est enregistré, car un Alger-Frankfurt est proposé à 38.680 DA chez Air Algérie, contre 69.213 DA chez Lufthansa. Pour la Turquie, le billet Alger-Istanbul en aller-retour coûte 46.010 DA chez Air Algérie, contre 136.615 DA (1.012 dollars) chez Turkish Airlines. À partir d'Istanbul, le billet est proposé à 520 dollars par Air Algérie, contre 1.458 dollars par Turkish Airlines.

Alger-Tunis coûte 22.865 DA chez Air Algérie, contre 24.635 DA chez Tunis Air, tandis qu'à partir de la Tunisie, le prix est fixé à 372 dinars tunisiens (TND) par Air Algérie et 602 dinars tunisiens par Tunis Air.

Air Algérie fait valoir que sa franchise bagage est de 30 kg par passager, contre 23 kg/passager pour les autres compagnies étrangères, hormis Vueling Airlines, dont la franchise bagage est de 25 kg/passager.

BILAN COVID-19 EN ALGÉRIE

29 décès et 506 nouveaux cas en 24 heures

Après la forte baisse des contaminations d'avant-hier l'Algérie a enregistré hier mardi une hausse de près de 100 cas.

Dans son dernier bilan rendu public en cette fin de journée de mardi 31 août 2021, le ministère de la Santé a fait état de 506 nouveaux cas de contaminations au coronavirus, alors que la veille, le bilan annoncé a dénombré 412 nouvelles contaminations.

Concernant les guérisons, et selon le bilan établi sur les dernières 24 heures, l'Algérie a enregistré 358 cas rétablis de la maladie contre 370 la veille. Pour ce qui est des victimes de l'épidémie, le nouveau bilan a fait état de 29 nouveaux décès contre les 31 morts au bilan d'avant-hier.

La même source a indiqué que 35 patients atteints du Covid-19 sont actuellement en soins intensifs.